



TRIBUNE

Hebdomadaire du parti

Socialiste

unifié

N° 78

2 DÉCEMBRE 1961

PRIX : 0,40 NF

“ Année sociale ” ...

500.000 grévistes !

AVEZ-VOUS parfois songé à ce qu'écriraient les Journalistes de l'opposition gaulliste, si nous vivions encore sous un régime « faible » ?

Il est facile d'imaginer les réquisitoires vengeurs de M. Debré dans son « Courrier de la Colère » et les dédaigneuses harangues de l'ermite de Colombey sur l'impudence congénitale du système. C'est presque partout, en effet que « le désordre » s'installe et que le pouvoir ba-foué recule. Un ci-devant général, condamné à mort par contumace, donne impunément des interviews à la presse étrangère, à quelques kilomètres des chefs de l'armée et de la police algérienne. Un capitaine déserteur, qui se qualifie de chef d'état-major général de l'O.A.S. en France, l'imité dans la région parisienne. Des préfectures et sous-préfectures sont, par ci, par là, prises d'assaut, 300 tonnes de betteraves sont délicatement déposées devant

par **Édouard DEPREUX**

l'une d'elles. Les manifestations interdites obtiennent un plein succès. Le budget de l'Algérie est repoussé, en pleine guerre, par le Sénat. Le ministre de l'Éducation nationale est conquis par les écoliers de Caen, comme le chef de l'État l'a été par les dockers de Marseille.

Les petits et moyens entrepreneurs, solidaires des bouchers contre lesquels M. Missoffe est parti en guerre avec un sabre de bois, s'amuse à embouteiller les rues. La Constitution est considérée comme un chiffon de papier par celui-là même pour lequel elle a été établie sur mesure.

« On chemine vers l'anarchie », soupire mélancoliquement M. Pinay, au cours d'un débat, sous les auspices du « Figaro », avec son commensal Mollet et quelques autres nostalgiques de cette IV^e République, qu'ils ont toujours énergiquement défendue... sauf bien entendu lorsqu'elle était menacée.

C'est contre les seuls salariés de l'industrie privée et de la Fonction publique, défendant leur niveau de vie, que les princes qui nous gouvernent exercent leur autorité. Pas plus de 4 % d'augmentation pour les premiers, a écrit M. Debré aux patrons. Les seconds ont été menacés de réquisition, c'est-à-dire de l'annulation en fait du droit de grève, reconnu par la Constitution elle-même. Ces deux défis s'appuyaient sur l'armature capitaliste de l'État, bâtie par et pour les privilégiés, et sur un budget de classe aggravé, depuis le coup de force de 1958, par les prodigalités insensées de la « politique de grandeur ». Ils ont été relevés et, grâce à une étroite unité d'action syndicale, sur ces deux points, comme sur tant d'autres, le Gouvernement a dû, de mauvaise grâce, s'incliner. Dédaigneux de « l'intendance », il a certes montré son vrai visage conservateur, de plus en plus mal dissimulé derrière les chimères de l'association capital-travail et les prédications paternalistes sur l'année sociale, qui vont peu à peu, rejoindre dans la fosse commune des illusions perdues, la brochure d'un champion du pouvoir personnel sur « l'extinction du paupérisme ».

Grâce aux efforts des travailleurs, d'une part le seuil des 4 % a été franchi en maints endroits, d'autre part la menace de réquisition n'a pas été suivie d'effet, malgré une première cessation du travail déclenchée précisément pour sauvegarder le droit de grève, puis le magnifique mouvement des cheminots, électriciens, gaziers, employés et ouvriers de la R.A.T.P., le 28 novembre, qui en annonce, selon toute vraisemblance, beaucoup d'autres. « Il ne s'agit pas d'un baroud d'honneur. L'action continuera si nous n'obtenons pas satisfaction » a déclaré un dirigeant syndical, interprète d'une volonté de lutte des masses que rien n'émoussera. Les manœuvres qui tendent à dresser une partie de l'opinion contre les grévistes échoueront. C'est vainement qu'on tentera de faire croire que des augmentations d'impôts sont nécessaires si l'on doit satisfaire, même très partiellement, des revendications dont, devant les chiffres trop éloquentes des traitements, on n'ose pas contester franchement la légitimité. Cherche-t-on à provoquer pareillement la hargne, la grogne et la rogne des contribuables lorsqu'on dilapide des sommes incomparablement plus élevées pour faire éclater des bombes au Sahara, ou pour prolonger en Algérie une guerre non seulement injuste mais absurde ? Alors, pourquoi cette mise en scène qui ne trompera que ceux qui

(Lire la suite en page 8)



DANS LES RUES DU HAVRE, LE 28 NOVEMBRE

(Elie Kagan)

POUR UNE ACTION D'ENSEMBLE DES FORCES DE PAIX ET DE DÉMOCRATIE

(en pages 4 et 5)

La situation internationale semble moins tendue

La situation internationale semble un peu moins tendue qu'elle ne l'était, il y a un mois.

Khrouchtchev s'est laissé « convaincre » par le Président Finlandais. Il a accepté d'ajourner les « consultations militaires soviéto-finlandaises ».

Le genre de Khrouchtchev a « interviewé » le président Kennedy. Il en a profité pour « passer en revue l'ensemble des relations soviéto-américaines ». Interviewé à son tour par les journalistes, Alexis Adjoubei leur a dit : « Vous devriez être fiers de votre jeune Président ». Pour le reste, il a renvoyé ses interlocuteurs à la lecture

des « Izvestia » dont il est le rédacteur en chef et où il publiera les déclarations de Kennedy.

Le problème allemand tel qu'il se pose à l'heure présente

Les souvenirs de la guerre et des atrocités commises par les hitlériens en U. R. S. S. et dans tous les pays slaves sont encore très vivaces. Les populations de ces Etats n'ont pas oublié la façon dont l'envahisseur les a traités, les slaves, ces « untermenschen » (« race inférieure ») d'après Goebbels.

De là, la farouche opposition de tous les Etats slaves et de leurs habitants à l'armement nucléaire de l'Allemagne. De là aussi leur crainte que la réunification de l'ancien Reich ne fasse de cet Etat de nouveau une très grande puissance économique, politique et militaire, susceptible de déclencher une nouvelle guerre pour rétablir ses frontières de 1939 et pour reprendre son « Drang nach Osten » (avance vers l'Est).

On n'a pas le droit d'ignorer que des dizaines et des dizaines de millions d'hommes et de femmes des pays de l'Est européen vivent encore avec ces sentiments où l'horreur du passé se confond avec la crainte pour l'avenir.

C'est dans cet état d'esprit de tous les peuples slaves, ceux de la Yougoslavie compris, que N. Khrouchtchev trouve un appui moral très puissant pour sa politique à l'égard de l'Allemagne.

Deux politiques possibles

« Les choses étant ce qu'elles sont », la réunification de l'Allemagne n'apparaît possible que dans la perspective du désarmement général, amorcé par le désengagement et la démilitarisation de l'Europe Centrale. Le plan de Rapacki, ministre des Affaires Etrangères polonais prévoit en outre le désengagement et la démilitarisation de la Pologne, de la Tchécoslovaquie et de la Hongrie simultanément avec le désengagement et la démilitarisation des deux parties de l'Allemagne. Les partisans sincères de la réunification de l'Allemagne devraient appuyer de toutes leurs forces une négociation engagée sur une base semblable.

Les Occidentaux ont à présent le choix entre deux politiques. La première est de renoncer à la réunification de l'Allemagne, du moins pour un laps de temps prévisible, et de négocier avec Khrouchtchev un accord sur Berlin. Cet accord ne pourrait aboutir qu'à la sauvegarde des voies d'accès libre à travers le territoire de l'Allemagne de l'Est ainsi qu'au maintien de Berlin-Ouest, comme une enclave « occidentale » détachée juridiquement de la République Fédérale Allemande, mais occupée par des détachements militaires des U.S.A., de la Grande-Bretagne et de la France, sous la protection et le contrôle de l'O.N.U.

Cet arrangement ne pourrait être obtenu que si les trois alliés occidentaux reconnaissent la frontière Oder-Neisse et le gouvernement de l'Allemagne de l'Est. Mais il faudrait aussi supprimer les services d'espionnage et de contre-espionnage à Berlin-Ouest et interdire la propagande antisoviétique à partir d'un poste situé à Berlin-Ouest.

Si les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ne se décident pas à un tel arrangement, ou si Kennedy et Mac Millan se sentent incapables de triompher de la résistance passive d'Adenauer et de l'opposition hautaine du général de Gaulle, alors il ne leur reste que la deuxième politique, celle du désarmement général internationalement contrôlé, avec comme première étape, le désengagement et la démilitarisation de l'Europe Centrale.

Cette dernière politique est très difficile. Pour arriver à un accord avec l'U. R. S. S. (et avec la Chine) il faudra du temps.

Or, le problème de Berlin est actuellement dans une phase tellement aiguë, que si l'on veut éviter un conflit redoutable, il faut le régler dans les mois, peut-être même dans les semaines qui viennent.

Inutile de mettre les points sur les « i ». Tout le monde le comprend.

O. R.

CONGO

Confusion persistante

Il est extrêmement difficile de faire le point de la situation congolaise. Les informations les plus contradictoires se succèdent et il est impossible dans la plupart des cas de vérifier l'authenticité de tel ou tel fait.

L'information la plus importante de ces dernières semaines est sans conteste la publication du rapport de la commission d'enquête de l'O.N.U. accusant M. Tschombé, Kasavubu et leurs collaborateurs de l'assassinat de Patrice Lumumba. Ce document apporte les preuves de la collusion de l'actuel président du gouvernement central avec M. Tschombé, paravent de l'Union Minière. L'assassinat fut perpétré, comme plusieurs témoignages l'avaient déjà presque établi, par des mercenaires belges : un certain colonel Huyghe et un capitaine du nom de Gat qui vit actuellement dans la région d'Anvers. Il faut préciser encore que faute de confirmation, la commission n'a pas retenu les témoignages relatifs au coup de feu tiré par le capitaine Ruys sur M. Lumumba pour mettre fin à ses souffrances et au fait que le corps de Patrice Lumumba aurait été placé dans un réfrigérateur des laboratoires de l'Union Minière.

Il est également dommage que le rapport ne fasse pas état des contacts extérieurs et des appuis étrangers dont les assassins ont bénéficié. Il y a certes l'Union Minière, mais elle n'est pas seule. L'action commune

Tschombé - Kasavubu était vue d'un bon œil par plusieurs Etats africains et surtout par leurs « conseillers » européens. Ces derniers paraissent avoir espéré la réalisation d'une union d'Etats qui, allant de Brazzaville au Cap, aurait constitué un solide barrage « contre la pénétration communiste en Afrique ». Ici aussi, c'est au nom de l'anti-communisme et des valeurs spirituelles (Tschombé ne fut-il pas sacré défenseur de l'Occident par le raciste « Rivarol » !) que l'on combat et réprime tout mouvement d'émancipation.

La résolution votée par le Conseil de Sécurité donnant au secrétaire général les moyens nécessaires pour réduire la sécession du Katanga contribuera-t-elle à clarifier la situation ? C'est difficile à dire. M. Thant a en effet déclaré que la résolution votée était une chose et son application une autre. Voté à contre-cœur par les U.S.A., objet de l'hostilité larvée de la Grande-Bretagne et de la France, ce texte pourra-t-il être autre chose qu'une affirmation de principe ?

Quoi qu'il en soit, la confusion congolaise ne touchera à son terme que le jour où le Congo sera un Etat où les influences étrangères seront vraiment neutralisées. Cette condition est indispensable pour le retour à une vie politique, sociale et économique normale. Et c'est du rétablissement de cette vie politique que dépend en définitive l'avenir du Congo.

L. H.

Le Congrès du M.P.W.

Le congrès du Mouvement Populaire Wallon s'est tenu les 17 et 18 novembre à Namur. Une seule organisation non wallonne avait été invitée : le P.S.U.

Etaient présents : Edouard Depreux, ainsi que des camarades des départements voisins : René Fallas (Nord), Guy Desson, Claudia Delbarre et Lambert (Ardennes).

Les délégués étaient au nombre de 1.000 et on peut difficilement se faire une idée de leur enthousiasme, en même temps que de leur maturité politique. La qualité des rapports, la haute tenue de la discussion, aussi bien en séance plénière que dans les Commissions, le sens élevé de ses responsabilités qui anime André Renard ont vivement impressionné nos amis.

Les conversations au cours des repas, les

échanges de vues sur la situation en France et en Belgique ont témoigné de la communauté de notre idéal : le Socialisme.

Le M.P.W. n'est pas un parti, mais un mouvement fondé au lendemain des grèves de décembre 1960-janvier 1961, et destiné à disparaître lorsque le fédéralisme sera devenu une réalité. Mais tous ses adhérents préconisent des réformes de structure socialistes. Ils ne combattent pas seulement l'Etat unitaire belge, générateur à leurs yeux d'immobilisme, mais le capitalisme. Ils sont 200.000, alors que la Wallonie groupe 3 millions d'habitants. Maîtresse de sa destinée, elle aurait un gouvernement socialiste, appuyé sur une majorité socialiste. Leur programme concret immédiatement réalisable en cas de victoire déblayerait la route qui conduit au socialisme. Leurs préoccupations rejoignent exactement les nôtres : Front Socialiste et programme de transition.

Mise au point

Notre camarade Laurent Schwartz s'est ému des termes dans lesquels, à propos du procès des avocats, nous avions parlé du rôle d'un Hollandais, M. Santen, dont le nom a souvent été cité au cours des débats.

Nous publions, avec plaisir la lettre qu'il nous a adressée à ce sujet.

AVANT dernier numéro de Tribune Socialiste, à propos du procès des avocats a nommé, M. Santen, de nationalité hollandaise, accusé de fabrication de fausse monnaie, d'une manière qui laissait croire à un délit de droit commun. Or M. Santen, genre du député hollandais Sneevliet qui a été fusillé par les Allemands pendant la guerre, est un secrétaire de la Quatrième Internationale, ainsi que M. Raptis, arrêté en même temps que lui. Ces deux militants, luttant pour la révolution algérienne, étaient en liaison avec le F.L.N. Le caractère exclusivement

politique de leurs activités a été reconnu au procès, où d'ailleurs on ne leur a donné qu'une peine de 15 mois de prison, alors que 13 avaient été accomplis en détention préventive. Plusieurs personnalités françaises (MM. Claude Bourdet, Michel Leiris et moi-même) et britanniques (M. Isaac Deutscher, et les députés travaillistes John Baird et Koni Zilliacus) se sont rendues à Amsterdam pour témoigner ; j'ai témoigné moi-même de leur intelligence et de leur moralité politique, ainsi que de la justesse de la cause de l'indépendance algérienne.

Aussi vous serais-je reconnaissant, dans l'intérêt de l'honneur de M. Santen, de bien vouloir dissiper le malentendu.

Croyez à mes sentiments les meilleurs.

Laurent SCHWARTZ
Professeur à la Faculté
des Sciences de Paris

La déstalinisation ne peut être limitée

Elle pose aux communistes sincères

de très graves questions sur la Révolution russe

A Moscou on veut clore le chapitre de la déstalinisation. Aussitôt après la fin des travaux du XXII^e Congrès N. Khrouchtchev est parti en tournée d'inspection dans les régions « autonomes » et les Républiques « fédérées » de l'Asie centrale et de la Sibérie. Le chef de l'Etat a un « boulot » très dur à accomplir.

Il a trouvé la récolte de céréales et de coton désastreuse. Il en accuse naturellement les dirigeants. Or, la plupart de ces autorités ont été nommées par lui au cours de cette année, à la place d'autres directeurs et ministres « incapables ».

Les résultats de son inspection devraient lui ouvrir les yeux sur le caractère illusoire — pour ne pas dire mensonger — des prévisions agricoles contenues dans le fameux programme du « passage de la Société socialiste au communisme ». Ils devraient l'inciter également à rechercher un peu plus sérieusement les causes véritables et profondes de ces « manquements catastrophiques ».

A Moscou, en son absence, mais certainement pas à son insu, la Pravda déclare que « le culte de la personnalité était un abcès superficiel sur un organisme sain ».

Une affirmation de cette nature est en retrait sur le XXII^e Congrès. Elle a pour objectif de limiter la déstalinisation à la personne de Staline, à son mauvais caractère, voire à sa folie. Cela permettrait de ne mettre en cause ni le régime soviétique, ni la doctrine bolchevik.

Il est difficile de savoir exactement comment réagissent à ces invites les citoyens soviétiques. Il est probable que même si la discussion libre et publique n'est pas encore autorisée, les échanges de réflexions sur les révélations du XXII^e Congrès se poursuivent dans les usines et les ateliers, dans les bureaux et les administrations, à l'université, dans les logis et surtout au cours des promenades (ce qui est le moins dangereux). On n'arrête pas si facilement le désir de savoir plus et de comprendre mieux en fermant brusquement la porte à peine entrouverte.

La déstalinisation se développe dans les partis communistes d'Europe

En Tchécoslovaquie, on a supprimé le mausolée du Premier président de la Démocratie populaire tchèque Klément Gottwald. Son corps a été inhumé. Le P.C. condamne les Albanais tout en gardant, semble-t-il, le silence sur l'attitude du P.C. chinois. On débaptise, à tour de bras, les rues et les usines qui portaient le nom de Staline.

Tandis que la Chine envoie en Albanie techniciens et crédits, en Hongrie le P.C. fait son autocritique en dénonçant les révisionnistes (droitiers) et les conservateurs-staliniens (sectaires-gauchistes). Il se range avec empressement sous la bannière de Khrouchtchev.

En France Maurice Thorez essaye de mettre fin à la discussion, en faisant voter, par le Comité Central un texte approuvant entièrement les décisions du XXII^e Congrès soviétique, et en proclamant avec plus de force encore que jamais le monolithisme du Parti et du communisme international.

Mais en Italie, Togliatti n'a pas réussi à reprendre son parti en main. Les discussions sont très vives dans les organisations et à tous les échelons. On déclare que les crimes de Staline ne peuvent pas s'expliquer uniquement par son « mauvais caractère » signalé déjà par Lénine. On réclame la liberté de discussion et la liberté des tendances (!!!) au sein du Parti. On affirme que l'identité absolue des opinions n'est pas indispensable

pour les différents partis communistes.

En Pologne, Gomulka a fait un pas en avant dans la révision du stalinisme. Il a rappelé que la Pologne a, depuis 1956, fait beaucoup plus que l'U.R.S.S. dans la voie de la déstalinisation. Au XXII^e Congrès les communistes soviétiques n'ont fait que rattraper les Polonais, affirme-t-il.

Gomulka veut rechercher les véritables causes du stalinisme

Mais Gomulka ne se contente pas de l'explication officielle des causes du stalinisme. Pour lui le rôle et la personne de Staline ne sont naturellement pas négligeables. Il se refuse cependant d'expliquer le régime stalinien par ce facteur subjectif. Le stalinisme n'est-il pas le produit de la situation qui a existé même avant l'accession au pouvoir de Staline? Est-ce que la collectivisation de l'agriculture par la contrainte, la violence, voire par la terreur n'est pas à la base même du stalinisme?

Ce sont là des questions très pertinentes que Gomulka a soulevées devant les militants de son parti et devant le peuple polonais. Les auditeurs et les lecteurs du texte imprimé de son discours comprennent très bien le sens de ses questions et les réponses qu'elles suggèrent. Car, dès la « révolution d'octobre » (polonaise), c'est-à-dire aussitôt après la révolte des ouvriers de Poznan (1956) et l'arrivée au pouvoir de Gomulka (qui avait été emprisonné et torturé par les tchékistes polonais du temps de Staline), la collectivisation de l'agriculture par la violence a été arrêtée en Pologne. Les paysans ont obtenu le droit de quitter les kolkhozes créés sous la contrainte et par la terreur. La presque totalité des « kolkhoziens » a usé de ce droit.

Mais les questions de Gomulka ne s'adressent pas uniquement aux Polonais. Par-dessus les frontières, elles donnent aux communistes sincères, de France et d'Italie notamment, une indication précise sur la voie dans laquelle ils devraient chercher la vérité sur le stalinisme.

En fait, Gomulka — sans le vouloir peut-être — a soulevé le premier, dans les rangs communistes, la question primordiale: n'est-ce pas dans la structure même du Parti communiste soviétique et n'est-ce pas dans sa tentative de « socialiser » par la violence une société économiquement peu développée et politiquement ignorante, qu'il faut chercher l'explication du stalinisme?

Le problème posé peut être formulé d'une façon plus générale: Peut-on créer une société socialiste n'importe quand, n'importe où, dans n'importe quelles circonstances, à condition d'avoir un dictateur « communiste » et une police « communiste »?

Si oui, on n'a pas le droit de condamner Staline. C'est grâce à ses crimes et à ses méthodes de gouvernement que le régime soviétique (de parti unique et d'absence de toute démocratie politique et économique) a survécu et s'est consolidé. C'est grâce à ses crimes et à ses méthodes que l'industrialisation a eu un essor si extraordinaire. C'est grâce à ses crimes et ses méthodes que la collectivisation de l'agriculture a été réalisée en quelques années, malgré la résistance acharnée des masses paysannes.

Si non, on peut et on doit dénoncer le stalinisme, stigmatiser les crimes et les méthodes de gouvernement de Staline mais alors il faut réviser complètement l'appréciation communiste de la Révolution russe et l'idéologie bolcheviste en général.

Qu'on le veuille ou non, ce travail se fera, car personne ne peut assigner à la déstalinisation les limites étroites de la condamnation d'un individu, fût-ce un tyran comme Staline.

Oreste Rosenfeld

Au Comité Central du P.C.F.

Déstalinisation formelle et déstalinisation des méthodes

Le Comité Central du Parti Communiste vient de tenir une session de deux jours. Il y a été question surtout de la déstalinisation et des conclusions à tirer du XXII^e Congrès du P.C.U.S. Nous ne connaissons naturellement rien sur le détail des débats. Quant aux conclusions et à la ligne adoptée, on la trouve dans la résolution et dans le long rapport présenté par Waldeck Rochet. A vrai dire d'ailleurs, ces deux textes n'apportent aucune surprise: ils reprennent, pour l'essentiel, ce que Maurice Thorez avait déjà dit une semaine auparavant dans un discours prononcé à une autre occasion.

PRENONS acte d'abord que le P.C. français approuve, plus nettement cette fois qu'après le XX^e Congrès, la condamnation de Staline. Le bilan établi par Khrouchtchev est repris dans ses « grandes lignes »: Staline a laissé diviser sa personne, il a commis des crimes (le mot est enfin lâché), a procédé à des « répressions arbitraires et massives », étouffé la démocratie même au sein du parti. Bien entendu, ni la résolution, ni les discours n'ont expliqué pourquoi le P.C. français a dû attendre que Khrouchtchev donne le signal pour découvrir que pendant de si longues années il n'y avait eu de réunions, ni des congrès, ni du comité central, ni même du bureau politique. Mais enfin ces faits sont maintenant ouvertement reconnus. D'autre part, s'il est très peu parlé des divergences entre Russes et Chinois, l'attitude du parti albanais est aussi sévèrement condamnée à Paris qu'elle l'a été, quelques semaines auparavant, à Moscou.

Comment cette autocritique a-t-elle été accueillie par les militants du Comité Central?

Il semble bien que certains en aient désapprouvé au moins l'opportunité, sinon peut-être le contenu. Le rapport de Waldeck Rochet a mentionné le désaccord exprimé par Giovanni, ancien député de la Corse. Mais l'allusion est trop vague pour que l'on sache exactement les limites de cette opposition. Il semble en tous cas vraisemblable qu'étant données l'attitude antérieure du P.C. français et ses méthodes, il demeure en son sein un certain nombre de staliniens qui comprennent mal la soudaineté avec laquelle on leur demande de condamner aujourd'hui ce qu'on leur a fait exalter hier avec tant d'enthousiasme.

Y a-t-il eu une autre opposition? Y a-t-il eu des militants prêts à aller aussi loin que le font déjà un certain nombre de communistes italiens, auxquels Oreste Rosenfeld a fait allusion dans un de ses derniers articles?

Nous constatons seulement que Waldeck Rochet a estimé nécessaire de mentionner cet autre type d'opposition et de tenter une réplique:

« Au lendemain du XX^e Congrès a eu lieu une discussion qui tend à rebondir plus ou moins aujourd'hui. La

question était la suivante: comment a-t-il pu arriver que le culte de la personnalité avec toutes ses conséquences négatives soit apparu et se soit développé dans les conditions du régime socialiste soviétique? »

Passons sur l'euphémisme « conséquences négatives », par lequel sont discrètement désignés les innombrables faits scandaleux énumérés par Khrouchtchev dans les deux rapports qu'il a présentés à cinq ans d'intervalle. Il reste que la question est clairement posée par Waldeck Rochet: c'est bien celle que l'on est amené à se poser, que se posent en effet ouvertement les communistes italiens. Il n'est pas facile d'admettre qu'un pouvoir dictatorial, s'exerçant si longtemps et si cruellement, soit un simple accident, une déviation passagère, s'expliquant uniquement par les défauts d'un seul homme. On s'étonne surtout qu'il ait fallu, pour y mettre un terme, attendre la mort naturelle du dictateur et qu'aucun mécanisme institutionnel n'ait permis d'interrompre plus tôt sa carrière. Le stalinisme a duré vingt-neuf ans. A quoi tient-il qu'il n'ait pas duré davantage? Simplement au fait que certains organes du corps de Staline ont cessé de remplir leurs fonctions. Comment, dès lors, n'en viendrait-on pas à mettre en cause le système qui permet de tels « accidents »?

Waldeck Rochet a donné une première réponse assez curieuse: « Notre Parti a soutenu fermement que le culte de la personnalité ne découle pas du régime socialiste, mais constitue au contraire une violation des principes socialistes ». Ou bien cela ne veut rien dire, ou bien cela signifie: un régime qui a secrété vingt-neuf ans de culte de la personnalité n'était pas conforme aux principes socialistes.

On prendra davantage au sérieux l'argument qui consiste à expliquer la période stalinienne par « l'encerclement capitaliste ». Encore faudrait-il se demander si cet encerclement, réel à certaines périodes, n'a pas servi de prétexte par la suite pour justifier le maintien du stalinisme et si cette obsession de l'encerclement n'a pas été volontairement entretenue pour étouffer toutes les oppositions intérieures et les écraser par la méthode des liquidations.

Le problème de la déstalinisation et de ses conséquences provoquera sans nul doute bien d'autres discussions, notamment des discussions de caractère doctrinal. Dans l'immédiat, la question qui se pose est celle de savoir quels seront le caractère et les limites de la déstalinisation du P.C. français: sera-t-elle simplement une nouvelle forme d'alignement sur le P.C. de l'Union Soviétique? Ne consistera-t-elle qu'à débaptiser des rues, tout en conservant les mêmes méthodes dans l'organisation interne et dans les rapports avec les autres partis? Ou bien, au contraire, conduira-t-elle à des changements plus profonds et plus durables qui créeraient en France des conditions tout à fait nouvelles?

Pierre Luquet

UNE RÉPONSE PARMİ D'AUTRES

On sait qu'une grande partie de la presse a fait grand tapage autour du cas de deux (oui, deux, et aucun autre) membres du P.S.U. qui avaient pris la décision d'abandonner notre Parti et de rentrer à la S.F.I.O. Mesurant exactement la portée de « l'événement », nous

n'avions pas jugé utile de le commenter ici. Et nous avons bien fait. Aujourd'hui pourtant, nous croyons devoir rompre ce silence en publiant des extraits d'une lettre que vient de recevoir notre secrétaire national, Edouard Depreux, et que nous n'accompagnerons d'aucun commentaire.

Cher Camarade,

VOUS me direz que j'y ai mis le temps... C'est certainement vrai, mais les adhésions dues à une mûre réflexion ont aussi leur valeur et ne sont pas les moins méritantes!

J'ai donc donné, cette semaine, ma démission de la S.F.I.O. et viens vous demander d'entrer au P.S.U. dont j'admire la clairvoyance politique, la fermeté dans l'action, le dynamisme réconfortant.

On ne se sépare pas, sans tristesse, d'un Parti dans lequel on a milité depuis plus de quarante ans, mais ce chagrin se trouve, en quelque sorte, compensé par la joie de savoir que dans le P.S.U. on œuvre réellement pour le rassemblement des gauches et que l'on y prépare, sérieusement, une œuvre efficace, socialiste, dans tous ses aspects.

Je n'admets pas que le P.C. soit exclu de ce rassemblement. C'est une des raisons pour lesquelles je quitte la S.F.I.O. J'ai voté NON à chaque référendum et je n'admets pas davantage que ceux qui étaient « les bras droits » du « Général » et « à l'avant-garde de la V^e » se posent, maintenant, en « Chefs » du Rassemblement! Cela fait penser aux Résistants de septembre 1944.

Antistalinien depuis toujours, je savais à quoi m'en tenir lors des grands procès de 1937 et 1938... et les communistes m'appelaient alors « trotskiste ». Je me réjouis sincèrement de la déstalinisation qui m'apparaît, maintenant, irréversible. Nos camarades communistes français seront bien obligés d'y passer, eux aussi, quels que soient les grincements de dents... et les regrets.

24 novembre 1961.

Actions communes

à Nancy...

A l'appel du Comité Républicain départemental anti-fasciste, constitué par 25 organisations, dont la F.E.N., le S.G.E.N., la C.G.T., l'Association générale des Etudiants de Nancy, le P.S.U., le P.C., la S.F.I.O. et le Parti radical, 400 personnes ont participé, vendredi 24, à Nancy, à un meeting pour la négociation, contre l'O.A.S. et pour le rétablissement des libertés démocratiques.

Au cours de son intervention, le secrétaire fédéral du P.S.U. a dénoncé l'impuissance du régime devant les crimes de l'O.A.S. alors qu'il essaye de juguler l'action des démocrates, de « ceux qui constituent la seule force capable de faire barrage au fascisme, de ceux que Debré suppliait, le 23 avril, d'aller défendre sa République ». Après avoir longuement parlé de la sauvage répression raciste des manifestations algériennes de Paris, le 17 octobre, et affirmé la solidarité du P.S.U. avec les travailleurs algériens, notre camarade a condamné le « machiavélisme à courte vue » du chef de l'Etat dont la responsabilité est directement engagée, car « il a le Debré qu'il a voulu et le Papon qu'il a choisi ».

Enfin, l'orateur a insisté sur le grave risque que l'O.A.S. parvienne, du moins en fait, à se faire reconnaître comme interlocuteur valable ; « cela signifierait alors sous peu, en France même, le régime d'ordre moral prôné par l'ingénieur Gardy, c'est-à-dire le fascisme ».

Face à cela, rester attentif, accentuer les pressions sur de Gaulle pour la négociation, riposter immédiatement à toute entreprise factieuse, affirmer notre solidarité concrète avec les travailleurs algériens, « y compris à Nancy où des Algériens ont été égorgés et victimes d'attentats à la grenade ».

L'unanimité de la salle s'est faite sur une motion condamnant le racisme et la répression, les attentats commis à Nancy contre des Algériens, exigeant le châtiement sévère des plastiquiers et criminels de l'O.A.S., ou qu'ils soient et notamment dans l'armée, la police et l'administration, réclamant la reprise des négociations avec le G.P.R.A.

...Toulouse

Environ deux mille personnes ont participé, mercredi 23 novembre, en fin d'après midi, à Toulouse à la manifestation organisée par le comité de défense des libertés (parti communiste, P.S.U., Mouvement de la Paix, « Forum » et association des anciens d'Algérie).

La manifestation avait été prévue à 18 h 30 dans les jardins du Capitole, sur le lieu du dernier attentat de l'O.A.S., mais la préfecture l'ayant interdite, d'importantes forces de police ont été mises en place, à partir de 18 heures autour de la mairie et du square de Gaulle, empêchant tout rassemblement. C'est donc dans la rue d'Alsace-Lorraine, à hauteur de la rue Lafayette que le cortège s'est spontanément formé vers 19 heures et qu'un groupe imposant de manifestants a défilé en direction de la place Jeanne-d'Arc, aux cris de « Salan au poteau !, Paix en Algérie !, O.A.S. assassins !, le fascisme ne passera pas ! ».

Des tracts ont été distribués, réclamant « la paix en Algérie par la négociation avec le G.P.R.A. le châtiement des responsables de la répression raciste, l'attribution du régime politique aux détenus algériens et la mise hors d'état de nuire des criminels de l'O.A.S. ».

La police est intervenue pour disperser la foule. Il n'y a pas eu d'incidents graves, mais la circulation a été longtemps perturbée dans le centre de la ville. Une bagarre, qui a fait quelques blessés légers, a cependant eu lieu entre un groupe de manifestants qui s'était formé sur la place du Capitole à l'angle de la rue de Rémusat et de jeunes partisans de l'Algérie française.

Dans une motion, envoyée à la presse, le comité de défense des libertés proteste contre la mesure d'interdiction prise par la préfecture. « Cette mesure prétend maintenir la balance égale entre les factieux de l'O.A.S. qui agissent dans l'ombre et restent impunis et les démocrates qui veulent dire ouvertement et pacifiquement leur indignation », déclare le communiqué. « Si les citoyens acceptaient de pareilles restrictions à leurs droits, il ne resterait bientôt plus rien des libertés publiques. »

...Mâcon

A l'appel du P.C., du P.S.U., de la C.G.T., de la F.E.N., du S.N.I. et de la L.D.H., un meeting s'est tenu à Mâcon le 23 novembre. Après que la présidence eut été confiée à Giffard, secrétaire fédéral du P.S.U., chaque représentant des organisations présentes prit la parole (le représentant de la L.D.H. s'était excusé). Tous les orateurs insistèrent sur la nécessité de la lutte anti-O.A.S., et pour cela de l'union de tous sans exclusive qui permettra de susciter de puissantes manifestations de masse.

Le P.S.U., après avoir rappelé toutes les carences du pouvoir actuel, dénonça la domestication des Français. Des élections seraient truquées pour éliminer toute opposition. On ne peut faire confiance à un pouvoir qui tolère l'O.A.S. ; les travailleurs doivent prendre en main la lutte anti-O.A.S. ; pour cela, il faut un contrat des forces de gauche sur des objectifs précis, à savoir : lutte contre l'O.A.S. et pour la négociation.

La C.G.T. mit l'accent sur le réveil des masses depuis 1958 et rappela que plus la guerre durait, plus l'O.A.S. devenait dangereuse.

Au cours de la discussion qui suivit, les organisations confirmèrent leur appui à l'organisation du contingent. Le P.S.U. rappela que le combat des travailleurs algériens était celui des travailleurs français, qu'en outre, il était nécessaire de combattre l'indifférence, de repolitiser les travailleurs. Le P.C., tout en reconnaissant cette indifférence, rappela que les réactions progressaient.

Finalement, une motion fut adoptée à l'unanimité.

...Grenoble

A la suite du plastiquage du siège de la fédération du P.C.F. par l'O.A.S. dans la nuit de samedi à dimanche, un meeting a été organisé lundi soir à la Bourse du Travail par les fédérations P.C.F., P.S.U. et S.F.I.O.

Malgré l'interdiction signifiée par la police aux organisateurs, 4000 grenoblois ont défilé dans les artères principales de Grenoble jusqu'à la Bourse du Travail.

...Chartres

Sur l'initiative de la section locale du P.S.U. et du P.C., les organisations suivantes : P.S.U., P.C., F.E.N., S.N.I., S.N.E.S. Section S.G.E.N. du Lycée de jeunes filles de Chartres, C.G.T., Union des Femmes Françaises, Jeunesses Communistes, F.N.A.A., Mouvement de la Paix, F.N.D.I.R.P., Union des Pacifistes, ont organisé un meeting pour la paix en Algérie. Plus de 400 personnes ont adopté à l'unanimité une motion constatant que la guerre d'Algérie maintenait dans sa huitième année, constituait de plus en plus « un terrain d'élection idéal pour la montée et l'installation du fascisme dans notre pays » et appelant l'opinion « à faire pression sur le pouvoir pour que celui-ci engage enfin de véritables négociations et mette ses actes en conformité avec ses paroles ».

A la fin de la réunion, un cortège se forma, grâce à l'initiative du camarade P.S.U. et malgré les réticences des dirigeants locaux du P.C. Plus de 250 personnes parcoururent les rues du centre-ville en scandant les slogans « Négociation », « Paix en Algérie », « O.A.S. - Assassins ». Reprenant ces slogans, des banderoles signalaient la présence du P.S.U.

...et Angers

A l'appel des Unions départementales C.F.T.C., G.G.T., F.O., des sections départementales de la F.E.N., du S.N.I. et de l'Association générale des étudiants d'Angers, plus d'un millier de personnes se sont rassemblées le 23 novembre à la Bourse du Travail.

La présidence d'honneur a été confiée à notre camarade Delepine qui, lors des événements du 27 octobre 1960, fut grièvement blessé et perdit la vue. M. Beaupère, du S.N.I. et du Cartel d'Action laïque, indiqua le sens de la manifestation : « Les problèmes posés ne se résoudreont pas par miracle mais face aux violences, à la dégradation des institutions démocratiques, aux poussées racistes, il y a l'armée obscure et innombrable des travailleurs ».

Après les allocutions des représentants de F.O., de l'association générale des étudiants, de la F.E.N., de la C.G.T. et de la C.F.T.C., une résolution fut adoptée par l'assistance. Elle réclame notamment :

- la reprise immédiate des négociations avec le G.P.R.A. sur la base de l'indépendance et de l'intégrité du territoire algérien ;
- la cessation de méthodes de discrimination et de répression qui sont la honte d'une société et d'un pays ;
- la condamnation impitoyable des assassins de l'O.A.S. et de ceux qui les couvrent.

DATES A RETENIR

7 décembre, à MONTPELLIER
Quinze organisations, parmi lesquelles le P.S.U., le P.C., le Centre républicain radical, la C.G.T., la F.E.N., la Ligue des Droits de l'Homme appellent à une manifestation antifasciste, le 7 décembre.

...et le 8 à CHAMBERY

Les Unions départementales C.G.T., C.F.T.C., F.O., la section de la F.E.N. appellent à manifester contre les factieux et pour la paix en Algérie le 8 décembre.

Pour une action

POUR comprendre les problèmes de l'unité d'action contre la guerre d'Algérie et contre la menace fasciste de l'O.A.S. tels qu'ils se posent en ce début de décembre, il est nécessaire de rappeler un certain nombre de faits.

Dès le début d'octobre, le Comité Politique National du P.S.U., constatant la prolongation du conflit algérien et l'aggravation de la menace fasciste qui en résulte, lançait un appel à une action unie et mandatait le Bureau National pour prendre contact avec les organisations syndicales et politiques de manière à aboutir à une journée ou à une semaine d'action dans l'unité. En même temps, le C.P.N. demandait aux fédérations et aux sections du P.S.U. de prendre les mêmes contacts à la base pour déterminer, sans attendre le résultat des conversations au sommet, les actions possibles en fonction des situations locales.

Dans le courant du mois d'octobre, les contacts pris sur le plan national montrèrent que des obstacles importants s'opposaient à la réalisation d'une journée d'action commune. Pourtant la terrible répression policière et raciste des manifestations algériennes des 17 et 18 octobre à Paris aurait dû provoquer une puissante réaction ouvrière et démocratique.

Mais la profonde division des organisations syndicales ne permit pas une telle réaction. La C.F.T.C. prenait position contre le racisme et publiait à Paris une brochure accusatrice contre les violences policières, mais la politique de « désengagement » de cette centrale à l'échelon national rendait difficile un accord. La C.G.T. multipliait au contraire les offres d'unité d'action, mais la publicité de ces offres et les attaques dont elles s'accompagnaient à l'encontre de la C.F.T.C. ne favorisaient pas les progrès de l'unité.

Sur le plan des partis politiques, on se rappelle que dans le même temps, la S.F.I.O. rompait les conversations engagées avec le P.S.U. sous le prétexte que nous entretenions parallèlement des rapports avec le P.C.F. Dans un entretien avec le P.C.F., nous avons constaté ensemble qu'il était difficile de parvenir, dans l'immédiat, à une action commune sur le plan national et qu'il convenait d'encourager les cartels départementaux dont le nombre n'a cessé de s'accroître ces dernières semaines.

Le 1^{er} et le

18 Novembre

C'est dans ces conditions que, n'ayant pu obtenir une action commune nationale, le P.S.U. décida de manifester

seul à Paris, le 1^{er} novembre. Cette manifestation de la place Clichy eut un grand retentissement et montra à nos partenaires qu'en dépit de l'action policière, des manifestations étaient possibles.

Le début novembre vit en même temps l'inquiétude et l'émotion s'accroître dans l'opinion française : la grève des détenus algériens montrait qu'il demeurait beaucoup à faire pour faire triompher d'une manière décisive la cause de la négociation ; les plastiquages et les rançonnages de l'O.A.S. s'intensifiaient sans que le pouvoir et sa police ne réagissent. Dans cette situation, le Conseil National du P.S.U. a lancé, le 12 novembre, un appel pour une journée nationale d'action.

Au surlendemain du meeting O.A.S. de la Mutualité, les puissantes manifestations du 18 novembre exprimèrent la protestation parisienne. Des organisations de jeunes en avaient pris l'initiative et le P.S.U. avait appuyé cette manifestation, mobilisé ses militants et ses sympathisants et contribué pour une part notable à son succès. Si la O.G.T. et les autres syndicats, si le P.C.F. avaient fait de même et appelé leurs propres militants à se joindre à la manifestation du 18 novembre, nul doute qu'elle n'aurait revêtu une ampleur encore beaucoup plus grande. Mais telle quelle, la démonstration du 18 novembre signifiait que des actions plus importantes pouvaient maintenant être entreprises et qu'une journée d'action nationale pour la Paix et contre l'O.A.S. devenait réalisable et absolument nécessaire.

Les propositions

publiques du P.C.F.

C'est à ce moment qu'est intervenue la proposition publique du P.C.F., adressée à l'ensemble des syndicats et aux partis — M.R.P. compris — de se réunir le 20 novembre pour envisager une action commune d'ampleur nationale contre l'O.A.S. Le Bureau National du P.S.U., tout en estimant qu'une telle proposition publique lancée avec éclat dans la presse communale avait peu de chances non seulement d'aboutir mais même de favoriser l'union, s'est cependant fait représenter à cette réunion afin de rechercher à préserver les moyens d'un accord aussi large que possible. N'étaient représentés à la réunion du 20 novembre au siège du P.C.F. que la C.G.T., le P.S.U., l'U.D.S.R. et la Ligue des Droits de l'Homme. Tous les participants étaient d'accord pour souhaiter une journée d'action ; tous aussi

Devant le Tribunal Militaire...

Pierre Hespel, Michel Dalliez, Simon Blumenthal et Louis Orhant ont comparu la semaine dernière devant le Tribunal des forces armées de Paris.

Leur « crime », nous le connaissons : ils étaient inculpés « d'atteinte à la sûreté de l'Etat », notion qui depuis quelques années a été singulièrement étendue et a servi à organiser la répression contre beaucoup de ceux qui ont lutté contre la poursuite de la guerre d'Algérie.

Les tribunaux militaires ne se sont généralement pas montrés, en ce genre de procès, aussi enclins à l'indulgence qu'ils l'ont été lorsqu'ils avaient à juger des ultras. Il a bien fallu, cette fois, que l'innocence de l'accusation soit éclatante : Hespel, Blumenthal et Dalliez ont été acquittés. Seul Orhant a été condamné à huit mois de prison... pour avoir utilisé une fausse carte d'identité.

Au cours de l'audience, Pierre Hespel avait notamment déclaré : « C'est la deuxième fois, à dix-huit ans d'intervalle, que je comparais devant un tribunal militaire. Il y a eu, chaque fois, dans mon cas, un refus et un engagement. J'ai eu la chance de revenir de déportation. C'est pour cela que je ne peux supporter le racisme et ses diverses manifestations. Les Français reconnaissent maintenant que les Algériens ont arraché leur indépendance : nous avons été parmi les premiers artisans de cette fin. »

De nombreux témoins parmi lesquels Claude Bourdet et des camarades de résistance et de déportation étaient venus faire l'éloge de la sincérité et du courage de Pierre Hespel.

Tribune Socialiste

HEBDOMADAIRE DU
PARTI SOCIALISTE UNIFIE

• Rédaction :

8, rue Henner
Paris (IX^e)

FIG. 65-21 - TRI. 28-48

• Administration :

54, boulevard Garibaldi
Paris (XV^e)

SUF. 19-20

C.C.P. PARIS 5826-65

3 mois 5 NF
6 mois 10 NF
1 an 19 NF
Soutien 30 NF

— Directeur-Gérant : Roger CERAT —

IMPRIMERIES DE LA CHAPELLE
86, avenue du Président-Wilson
La Plaine-Saint-Denis (Pte de la Chapelle)

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

d'ensemble des forces de paix et de démocratie

semblaient, ce jour-là, d'accord pour que des contacts soient pris avec les organisations absentes et principalement les organisations syndicales avant toute décision. Le problème de la date éventuelle d'une journée d'action ayant été évoqué et la date du 6 décembre ayant été mise en avant par un participant, plusieurs représentants d'organisations, dont celui du P.S.U., firent remarquer qu'on ne pouvait arrêter de date qu'à l'issue des contacts prévus et en commun.

Maurice Thorez précisa alors qu'à ses yeux, en dépit de l'urgence de l'action, il valait mieux attendre quelques jours pour mieux assurer son succès et pour obtenir les concours les plus larges. « Nous ne voulons pas vous mettre, ajouta Maurice Thorez, en présence d'une initiative prise et que vous n'auriez plus qu'à soutenir ». (propos cités par Roland Leroy dans *L'Humanité* du 28 novembre). Dans ces conditions, les participants convinrent d'un communiqué volontairement vague afin de réserver les chances des contacts ultérieurs avec les autres organisations : « Les participants ont convenu de l'urgence d'une vaste action contre le fascisme. Ils ont envisagé l'organisation d'une journée nationale d'action. Ils ont décidé de poursuivre leurs efforts pour que la réalisation d'une pareille journée soit la plus large possible. »

Ce communiqué, malgré son contenu fort limité, fut publié sur quatre colonnes dans *L'Humanité* du 21 novembre. Surtout il fut orchestré par le P.C.F. les jours suivants comme si les organisations présentes à la réunion du 20 novembre avaient d'ores et déjà lancé un appel à une journée d'action à laquelle elles demandaient aux autres formations de se rallier. Aucune occasion n'était oubliée de rappeler qu'il s'agissait d'une initiative du Parti Communiste.

Tout ceci ne pouvait que heurter les organisations absentes à la réunion du 20 novembre qui avaient l'impression de se trouver devant un fait accompli. De plus, dans le même temps, les organisations départementales et locales de la C.F.T.C., de la F.E.N., de l'U.N.E.F., comme celles du P.S.U. se trouvaient placées devant des propositions émanant des organisations départementales du P.C.F. et de la C.G.T. et concernant la journée d'action du 29 novembre lancée par le Mouvement de la Paix. Or, le Mouvement de la Paix n'avait pris aucun contact, ni fait aucune proposition à l'échelon national aux diverses organisations. Ce procédé du « débordement à la base » pour n'être pas nouveau, ne facilitait pas la discussion engagée.

Pour un appel parallèle des syndicats

Malgré tout les contacts pris immédiatement par le P.S.U. avec la F.E.N., la C.F.T.C. et l'U.N.E.F. furent positifs et permirent à notre Bureau National de publier dès le 23 novembre un communiqué dans lequel la possibilité d'appels parallèles des syndicats à une journée d'action était évoquée. Nous pensons, en effet, que compte tenu de

l'attitude pour l'instant négative de la S.F.I.O. à l'échelon national, un appel à une telle journée ne peut avoir son maximum d'efficacité que s'il est lancé en commun ou parallèlement par la C.G.T., la C.F.T.C., la F.E.N. et l'U.N.E.F. avec, ensuite, le soutien des partis.

Il y a là sans doute une divergence à la fois tactique et plus profonde avec le Parti Communiste qui ne manque pas de rappeler sa conception du rôle dirigeant des partis (ou du « Parti ») et qui admet difficilement que les partis se contentent d'appuyer une initiative syn-

et dans une lettre adressée à l'ensemble des syndicats et aux partis invités le 20 novembre, Maurice Thorez mettait en avant la date du 6 décembre pour la journée d'action comme si la fixation de cette date résultait d'un accord intervenu lors de la réunion du 20 novembre entre le P.C.F., le P.S.U., la C.G.T., l'U.D.S.R. et la Ligue des Droits de l'Homme, ce qui était contraire à la vérité. Contrairement à ce qui avait été affirmé le 20 novembre, le P.C.F. mettait ses interlocuteurs devant un fait accompli. Il les convoquait de plus, à son siège de la rue Le Peletier pour

Nous poursuivons nos efforts pour l'union

Cette décision unilatérale, alors que des contacts étaient en cours, ne saurait nous empêcher de poursuivre nos efforts pour la réalisation de l'union et pour une journée d'action commune.

Nous regrettons que le P.C.F. et la C.G.T. aient pris des décisions unilatérales alors que les possibilités de réaliser une union très large n'étaient pas épuisées. Nous regrettons tout autant que les autres organisations — et en particulier la C.F.T.C. — ne se soient pas prononcées en faveur de manifestations nationales communes contre l'O.A.S. et pour la paix en Algérie. Nous continuerons nos efforts pour qu'une action commune soit décidée à l'échelon national.

Mais sans attendre qu'une telle décision intervienne, nous sommes placés devant un certain nombre d'impératifs en ce qui concerne notre action. Chaque jour les attentats de l'O.A.S. sont plus nombreux sans que la police s'y attache sérieusement. En Algérie, le gouvernement n'est plus capable de contrôler les villes d'Alger et d'Oran et d'empêcher les lynchages d'Algériens musulmans.

Nous sommes entrés dans la crise terminale de la guerre d'Algérie et pour terminer cette guerre l'épreuve de force apparaît à peu près inévitable entre les éléments fascistes et les organisations populaires et démocratiques.

Dans ces conditions il importe de multiplier les manifestations contre l'action de l'O.A.S. et de leur donner un caractère de plus en plus offensif, contre les journaux ou les personnalités et les élus qui soutiennent en fait l'O.A.S. Dans de très nombreux départements un accord très large a été réalisé et de grandes manifestations ont pu être organisées.

Déjà, avant que n'intervienne la décision du P.C.F. et de la C.G.T., des accords étaient intervenus pour fixer la date des journées départementales d'action à Montpellier pour le 7 décembre, en Savoie pour le 8 décembre, à Lyon pour le 6 décembre. Ces exemples seront suivis : le P.S.U. ne prononcera aucune exclusive, ne refusera aucune date à la condition qu'elle soit déterminée en commun. Il participera à toute manifestation qui permette un regroupement suffisamment large et une riposte de masse à la menace fasciste et à l'O.A.S.

L'exemple des magnifiques ripostes de la population grenobloise à l'O.A.S. doit être suivi : par deux fois l'O.A.S. a plastiqué le siège d'organisations ouvrières, d'abord la Bourse du Travail, puis le siège de la Fédération Communiste. La première fois le 10 novembre, 2.000 Grenoblois manifestèrent dans la rue malgré l'interdiction préfectorale, à l'appel des syndicats soutenus par les partis. La seconde fois, le 27 novembre, 4.000 manifestants répondirent, malgré une nouvelle interdiction à l'appel des partis (PSU, PCF et SFIO) soutenus cette fois par les syndicats. Cela n'a été possible que par la politique unitaire de chaque organisation, par la solidarité éprouvée d'un Front syndical existant déjà depuis longtemps et par la détermination en commun des actions et des mots d'ordre.

Jean Verlhac

Communiqué du P.S.U.

LES violences et les rackets de l'O.A.S. ne cessent de se développer avec la complicité d'une partie de l'appareil gouvernemental et de la police. Il est clair que les dirigeants fascistes préparent un nouveau coup de force.

Pour faire face à cette situation, il est de plus en plus nécessaire d'organiser une riposte puissante et massive de l'ensemble des forces ouvrières et démocratiques.

Le P.S.U. appelle depuis plusieurs semaines à des manifestations à Paris et en province.

Il a organisé lui-même la démonstration du 1er novembre à Paris, il a participé avec d'autres mouvements à la manifestation des jeunes du 18 et il a soutenu toutes les initiatives des universitaires. Il a joué d'autre part un rôle important dans les ripostes aux attentats O.A.S. qui ont eu lieu à Grenoble, Toulouse, Brest, Angers et dans d'autres villes, avec la participation des syndicats et de différentes formations populaires.

Il espère, et il continue à espérer, que ces manifestations con-

duisent à l'organisation d'une grande démonstration d'unité sur le plan national.

Le P.S.U. regrette que le Parti Communiste et la C.G.T. aient lancé une date de manifestation avant que toutes les possibilités d'entente aient été explorées.

Le P.S.U. regrette également que la C.F.T.C. n'ait pas encore accepté le principe d'une journée nationale d'action.

Mais le P.S.U. pense que l'heure n'est pas aux polémiques et aux vains reproches. Il faut agir et agir vite. C'est pourquoi il demande à ses fédérations de donner leur appui à toutes les initiatives qui permettent un regroupement large. C'est le cas d'un certain nombre de manifestations dès maintenant prévues dans différents départements pour les 6, 7, 8 décembre et dans les jours suivants.

Le P.S.U. poursuivra d'autre part ses efforts inlassables pour surmonter tous les obstacles qui s'opposent encore à l'action générale de toutes les forces antifascistes.

29 novembre 1961.

dicale. C'est à notre avis une des raisons essentielles pour lesquelles le P.C.F. a tenu à prendre l'initiative et à la poursuivre sans attendre la mise sur pied d'une initiative syndicale.

En effet, dès le 23 novembre, la direction du P.C.F. qui avait rencontré ce jour-là les dirigeants de la F.E.N. ainsi que le président de l'U.N.E.F. avait connaissance par ces contacts des possibilités sérieuses d'appel des syndicats pour une journée d'action. Le président de l'U.N.E.F. Dominique Wallon avait fait état auprès des dirigeants du P.C.F. des progrès réalisés dans ce sens et leur avait demandé d'attendre quelques jours avant de prendre une décision, compte tenu des chances très réelles de voir intervenir à très brève échéance l'initiative d'un appel parallèle des syndicats. Les dirigeants du P.C.F. répondirent simplement que la décision ne dépendait pas d'eux mais de l'ensemble des participants à la réunion du 20 novembre.

Or, le soir même du 23 novembre, le P.C.F. prenait de nouveau les devants

le surlendemain, afin d'entériner ce fait accompli.

Le Bureau national du P.S.U. répondit le 24 novembre à cette convocation par une lettre publiée ci-joint qui rappelait ce qui avait été dit par notre représentant et ce qui avait été convenu ensemble le 20 novembre. Le Bureau du P.S.U. demandait aux dirigeants du P.C.F. de ne pas prendre d'initiatives unilatérales et d'attendre le résultat des contacts en cours. C'était en fonction de ces contacts qu'une large réunion pouvait être envisagée en commun. Une nouvelle réunion aussi restreinte que celle du 20 novembre ne pouvait rien apporter et elle risquait d'apparaître comme un regroupement limité de certaines forces et non pas de toutes les forces qu'il est actuellement possible de réunir.

Le P.C.F. décida le samedi 25 de passer outre à ces objections comme aux réserves faites par la Ligue des Droits de l'Homme et par l'U.D.S.R. et de lancer avec la C.G.T. et le Mouvement de la Jeunesse communiste un appel pour le 6 décembre.

Lettre du Bureau National du P.S.U. au Secrétaire Général du Parti Communiste

Paris, le 24 novembre 1961
Monsieur le Secrétaire général,

LORS de la réunion tenue le 20 novembre à votre initiative au Siège de votre Parti, vous avez avancé l'idée d'une journée nationale de lutte contre l'O.A.S. Notre représentant a indiqué notre volonté d'accentuer — sur la base la plus large possible — la lutte contre le terrorisme O.A.S., lutte qui constitue la condition actuelle de toute recherche de la Paix en Algérie. Une journée nationale d'action lui apparaissait — et nous apparaît — une des formes possibles et souhaitables de cette lutte. Depuis plusieurs semaines, le P.S.U. pour sa part a multiplié les efforts en faveur d'une telle initiative.

Notre représentant a toutefois insisté pour qu'aucune décision immédiate ne soit prise, ceci afin de permettre une série de contacts

avec des organisations ayant nettement manifesté leur volonté de lutter contre l'O.A.S., mais qui n'avaient pas répondu ou qui avaient cru devoir répondre négativement à votre invitation. En effet, la participation de plusieurs d'entre elles à une initiative de caractère national — que cette participation se manifeste par un appel commun ou par une série d'appels parallèles — nous paraît très importante, voire indispensable.

Conformément aux décisions prises le 20 novembre, nous avons eu des premiers contacts. Nous n'en connaissons pas encore tous les résultats, certaines organisations ayant différé leur réponse. Il nous paraît toutefois, que celles-ci seraient certainement défavorables si une date était dès maintenant fixée unilatéralement, si une trop forte publicité (celle

qui a été faite par l'Humanité au communiqué que notre représentant avait accepté parce qu'il résumait exactement les discussions, était à notre avis disproportionnée à la portée exacte de ce communiqué) donnait à ces organisations l'impression d'être placées devant un fait accompli et de n'avoir plus qu'à prendre un train en marche.

Nous avons, par ailleurs, examiné à nouveau comment le mouvement de lutte se développe actuellement dans la région parisienne et surtout en province. Comme l'a indiqué notre représentant à la réunion du 20, les cartels départementaux larges peuvent souvent être réalisés plus facilement que les cartels nationaux.

Nous estimons qu'une journée nationale pourrait être mieux organisée si elle apparaissait comme la suite et en quelque sorte le cou-

ronnement d'une série de manifestations départementales.

Nous estimons donc, à la fois pour permettre le déroulement normal des contacts que nous avons pris pour faciliter le développement d'un mouvement démultiplié à l'échelon départemental susceptible de constituer l'assise solide d'une journée nationale, qu'il est prématuré de fixer la date de cette journée, et qu'une nouvelle rencontre, qui ne marquerait pas un élargissement par rapport à la précédente, nous paraît dans l'immediat inutile.

Nous désirons toutefois rester en liaison avec le Parti Communiste Français et examiner avec lui l'évolution de la situation dans les jours qui vont venir.

Veillez croire, Monsieur le Secrétaire général, à l'expression de nos sentiments socialistes.

LE BUREAU NATIONAL.

Les bouchers parisiens ont renoncé à la grève des achats de bœuf et ont décidé de vendre quatre articles au-dessous du prix taxé, mais il faut craindre que les autres morceaux servent de compensation. Pendant ce temps, aucune des grandes réformes promises par le gouvernement n'a reçu un commencement d'exécution. Le compromis médiocre intervenu entre M. Drugbert, qui craint les poujadistes, et M. Missoffe, dont la remise en cause de certains bastions a effrayé de nombreux soutiens du régime, laisse entier le véritable problème de la rénovation des circuits de commercialisation.

Claude Bourdet, au cours d'une conférence de presse tenue la semaine dernière, a fait de très intéressantes propositions qui devraient recueillir l'appui des producteurs et des consommateurs.

Les études présentées dans cette page, et qui reprennent avec plus de détails certains points de l'analyse de C. Bourdet, ont pour but d'alimenter la réflexion de nos camarades sur cet important problème. Nous souhaitons qu'elles contribuent à ouvrir le dialogue avec les syndicalistes paysans et les représentants des consommateurs, en particulier les syndicats ouvriers.

Des propositions constructives

La semaine dernière, Claude Bourdet (qui avait fait au Conseil général de la Seine au mois de mars un exposé très complet sur le problème de la viande) a donné une conférence de presse sur la question complexe de la commercialisation de la viande et en particulier sur le projet de reconstruction des abattoirs de la Villette. Des journalistes spécialisés de la presse quotidienne et des périodiques de mouvements populaires et syndicaux avaient été invités à cette conférence de presse, dont le sérieux et le caractère constructif ont été très remarquables.

Notre camarade a traité successivement les points suivants :

- La hausse constante des prix de la viande s'explique par une structure de commercialisation médiévale. Malgré une augmentation de 30 % de la production au cours des deux dernières années, la hausse des prix a été constante, surtout au stade du détail. Deux chiffres montrent clairement cette évolution : depuis 1949 la hausse au détail a été de plus de 250 %, alors que les prix de gros n'augmentaient que de 180 %.

La cause de cette inflation ne réside donc pas dans une insuffisance de la production, mais dans la structure propre des circuits les plus vétustes d'Europe. De cette structure fondée sur la spéculation, notre camarade a donné une description approfondie (les articles de Chauconner et de Belleville en traitent, par ailleurs).

- Le système de la cotation pratiqué actuellement à la Villette n'a aucune signification : en effet alors que 6 % de la viande produite en France sont abattus à la Villette et que moins de 50 % de la viande consommée dans la région parisienne proviennent de cet abattoir, le cours du « vif » et accessoirement le cours du « mort » pratiqués sur cette place servent de référence à toutes les transactions nationales. Ce fait est économiquement et socialement nuisible ; il faut donc que de profondes réformes suppriment ces errements. Nous ne reviendrons pas sur ces réformes dont T.S. a donné un aperçu dans son avant-dernier numéro (« Abatte la Bastille »). Rappelons seulement que la réforme des cotations est une pièce essentielle d'un abaissement du coût de la distribution.

- Créer un circuit court témoin. Nos lecteurs connaissent les propositions que le groupe P.S.U. du Conseil général de la Seine a faites à ce sujet. Ce plan n'a rien d'utopique puisqu'un tel système représente l'essentiel de la commercialisation de la viande en Suède. Bourdet a précisé les principales étapes de la réalisation de ce plan, savoir :

- constituer un groupe d'étude privé, chargé de jeter les bases de ce système ;

- faire des études de marché afin de déterminer les points de vente souhaitables ;

- créer une Société d'Economie Mixte, soit avec la participation des pouvoirs publics, soit avec le seul concours des producteurs (S.I.C.A. et coopérative « bétail-viande »), des ouvriers bouchers et des consommateurs.

Cette initiative pourrait ne pas être réservée uniquement à Paris, mais s'étendre à la Province sur l'initiative de nos camarades et des syndicats paysans.

- Résoudre le problème de la Villette. En réalité, ce problème est double :

- faut-il reconstruire la Villette ? Cela dépend si l'on adopte le circuit mort exclusivement ou si l'on réserve une place au circuit vif (marché des bestiaux). Une solution intermédiaire pourrait être avancée en diminuant le rôle de la Villette par la création de plusieurs abattoirs industriels dans un rayon d'une centaine de kilomètres autour de Paris. De toute façon la gestion ne doit pas être laissée à la discrétion des professionnels, mais être tripartite.

- Où reconstruire ? Le P.S.U. s'oppose à la reconstruction sur place, c'est-à-dire au centre de Paris pour des motifs de circulation et d'hygiène.

En conclusion, notre camarade a souhaité que les principaux intéressés, au premier chef paysans et consommateurs, étudient en commun ces questions en y apportant des solutions concrètes en s'appuyant sur les masses populaires.

En ce domaine le « bluff » publicitaire n'a jamais apporté aucun progrès !

J.-C. Barigel



(A. D. P.)

Un bastion...

Des personnages mystérieux :

Les Intermédiaires

Le circuit court idéal est celui qui met en présence directement le producteur, qui tue lui-même la bête, et l'acheteur. Ce cas, assez rare dans une société industrielle, peut arriver encore dans quelques cantons ruraux assez isolés.

Dans toute autre hypothèse, un ou plusieurs intermédiaires font écran entre les deux pôles de la chaîne. Voyons ces personnages mystérieux, parfois mythiques, d'un peu plus près.

Voici le marchand de bestiaux, véritable roi des campagnes, acheteur de bêtes, mais aussi éleveur, herbager, prêteur, etc. Très souvent il rémunère des commissionnaires, des courtiers qui le renseignent sur l'état de toutes les bêtes de la commune ou du canton, ce qui lui permettra d'intervenir au moment psychologique, c'est-à-dire à l'instant où le paysan a le plus grand besoin d'argent. C'est pourquoi ce dernier se trouve presque toujours devant le marchand de bestiaux en situation d'infériorité économique. 16.605 marchands de bestiaux exercent ainsi soit par achat direct dans les fermes, soit par fréquentation des foires locales, dont certaines sont célèbres depuis le Moyen Age.

Le métier consiste essentiellement dans une activité spéculative qui nécessite une très grande pratique qui ne s'acquiert qu'après des années de marchandage : il s'agit d'acheter au plus bas possible pour revendre dans les meilleures conditions.

Notre marchand est donc acquéreur d'un certain nombre de bêtes, un lot, qu'il désire vendre au marché des bestiaux de la Villette, le premier de France par le volume de ses transactions. Il peut soit venir les vendre lui-même, soit s'adresser à un commissionnaire. En réalité, à moins d'avoir un très gros volume de vente, il en sera toujours ainsi. 43 commissionnaires ont un quasi-monopole de fait sur la vente en vif, leur rôle consiste simplement à représenter le producteur (ou le grossiste expéditeur) dans le marchandage, rôle pour lequel ils touchent une commission de 20 à 25 NF par tête de gros bovin. S'ils ne vendent qu'à la commission, il leur suffit d'avoir un bureau, un téléphone et une secrétaire, c'est-à-dire que leurs frais généraux sont peu élevés. Mais le plus souvent, les commissionnaires vendent pour leur propre compte des animaux qu'ils ont achetés, supportant parfois des pertes mais le plus souvent réalisant de gros profits. La dualité de leurs fonctions — commissionnaires et négociants — est source de spéculation et ne contribue pas à clarifier une situation déjà fort embrouillée.

Le partenaire du commissionnaire, dont il faut bien dire que le rôle est loin d'être indispensable, est le chevillard ou boucher en gros. Celui-ci achète à l'estime (« à la traverse ») un lot de bêtes à son confrère commissionnaire, le marchandage est classique, secret. Le terme « à l'estime » signifie qu'on juge la qualité de la bête, donc de la viande qu'elle fournira, au coup d'œil ainsi que son poids supposé. En théorie économique, c'est la forme la plus primitive de transaction qui n'existe pratiquement plus qu'en ce domaine.

Le chevillard exerce une fonction bien précise : il sacrifie l'animal ou le fait sacrifier par des tueurs, dans l'un des 140 échadoirs, sorte de tuerie particulière intégrée au grand ensemble de la Villette. Nous n'insisterons pas sur la vétusté, le manque total d'hygiène de ces échadoirs qui ont un siècle d'existence et les petites « combines » qui existent.

C'est donc au stade du chevillard que se termine le circuit du vif pour laisser la place au circuit mort. Le chevillard vend la viande ainsi produite soit à des bouchers détaillants qui s'approvisionnent directement aux échadoirs ou à des collectivités publiques ou privées, soit aux facteurs de la criée de la Villette et des Halles.

Enfin, des entreprises spécialisées lui achètent le « cinquième quartier » (peau, abats, sang) dont le prix vient en déduction de la valeur de la carcasse. Les cours de gros de la viande sont affichés à la porte de chaque échadoir, ils ne sont pas publiés (à l'inverse des cours du vif qui reçoivent une très large diffusion).

Qu'est-ce donc que la « criée » ou marché de rassortiment ? Ce terme désigne un marché de gros de la viande en carcasses.

Une de ces criées se tient dans l'enceinte de la Villette. Elle est approvisionnée soit au moyen de carcasses provenant des chevillards, soit par la « viande foraine », c'est-à-dire la viande qui est abattue en province. Deux types de négociants exercent à cette criée :

- les « facteurs ». Ce sont des mandataires qui sont rémunérés à la commission (cf. plus bas les mandataires des Halles) ;

- les « approvisionneurs », qui vendent à la commission comme les précédents mais aussi « ferme » pour leur propre compte.

61.425 tonnes de viande ont ainsi transité par cette criée en 1960... Les cours qui y sont pratiqués demeurent mystérieux.

La seconde criée, celle des Halles Centrales, est beaucoup plus importante puisque le volume des ventes pour 1960 a atteint le chiffre impressionnant de 206.825 tonnes (mandataires + périmètre).

Plusieurs personnages « tiennent » cette criée.

Tout d'abord les mandataires, créés par la loi de 1896 organisant les Halles. Ce sont des commerçants installés dans deux des fameux pavillons qui firent l'admiration de Zola ; ils vendent pour le compte de leurs mandants qui, en contrepartie, leur versent une commission fixe. Il est interdit aux mandataires d'acheter ou de vendre pour leur propre compte, des heures limites fixent la durée quotidienne de leur négoce ; ils sont concessionnaires des emplacements qu'ils occupent.

Peu de différence en séparent les commissionnaires, si ce n'est le fait que ceux-ci sont propriétaires de leur fond de commerce et qu'ils ne sont pas tenus à des heures précises.

Les commissionnaires-négociants forment une troisième variété d'intermédiaires. Ils tiennent du commissionnaire par le fait qu'ils vendent à la commission pour le compte d'autrui, mais ils ont aussi le droit de vendre et d'acheter pour leur propre compte en pratiquant l'achat ferme.

Enfin, dernière catégorie : les négociants (ou « gargots » pour les porcs) achètent ferme pour leur propre compte. Il s'agit essentiellement de commerçants en porcs.

L'organisation, simple au début, s'est donc compliquée peu à peu : la variété des fonctions n'est pas un facteur de clarification, et les décrets de 1953 n'ont guère apporté de remèdes. Souhaitons que le transfert des Halles permette l'unification de ces fonctions.

Ce tableau, très sommaire, montre l'inextricable fouillis des situations économiques et juridiques et le nombre élevé des intermédiaires, qui est au minimum de quatre mais qui peut atteindre 7 ou 8 personnages, prélevant chacun une part, parfois minime il est vrai, des marges de commercialisation. Tous ces intermédiaires ne sont pas inutiles, certains, même, exercent des fonctions techniques qui en tout état de cause sont nécessaires mais qui obèrent le produit brut, la bête, de frais de transformation et de transport inévitables. Cependant l'organisation des marchés à l'étranger montre que le système français est le plus atardé du monde, celui qui favorise le plus les fraudes :

- fraude fiscale, qui permet de ne pas payer la taxe unique ;
- fraude sur le poids ou sur le prix (au détriment du producteur) ;
- fraude sur la qualité, dont le consommateur fait les frais.

A cet égard, l'appréciation de M. Verret, dans son rapport au Conseil Economique en 1952, est très instructive. Il considère qu'il arrive à la Villette 5,5 % de bêtes de qualité extra, la vente des bouchers en gros représente 25 % de cette qualité, et celle des bouchers détaillants : 60 %. Ce simple pourcentage n'explique-t-il pas des bénéfices importants que les statistiques officielles sont bien en peine de découvrir ?

L'action sur les structures est donc la seule solution efficace : il faut passer du Moyen Age à la société industrielle et si possible socialiste.

J. M. Chauconner

Consommateur ?

Qui est

M. "Boucher-Moyen" ?

Dans le circuit de la viande, le boucher n'est que l'un des intermédiaires, un de ceux qui rendent un service utile. Le fait-il payer trop cher ? Missoffe dit oui, Drugbert dit non.

Dans un chapitre de son livre « Vérités sur la viande » qui paraît cette semaine aux Editions Modernes (1), Pierre Belleville essaie de situer le rôle économique des bouchers. Nous sommes autorisés à publier quelques pages de ce chapitre.

Il existe aujourd'hui, en France, environ 70.000 points de vente de viande (dont 9.000 dans le seul département de la Seine), de boucherie ou de charcuterie. Ce chiffre tient compte à la fois des rayons de vente de viande des magasins dont ce n'est pas l'activité unique ni même principale, et des boutiques uniquement consacrées à la charcuterie.

Restent à peu près 42.000 établissements dont la boucherie est la seule ou la principale activité. Etant donnée la consommation globale de viande et ce chiffre, chacune de ces boucheries débite en moyenne 600 kg. de viande par semaine, soit 2 bœufs (poids de viande net ou l'équivalent).

Avant d'aborder le cas de M. Boucher-Moyen, revenons un instant sur ce chiffre de 42.000 boucheries. C'est incontestablement un chiffre élevé. Il signifie qu'un magasin de détail sur dix est une boucherie (dont le nombre est toutefois moindre que celui des boulangeries). Il signifie aussi qu'il y a environ une boucherie pour 1.000 habitants, soit une pour 250 à 300 ménages. Beaucoup de boucheries que nous connaissons ont un rayon d'action plus large que cela. Cela signifie que d'autres ont un rayon moindre. Comme dans beaucoup de commerces français, il existe, dans le secteur boucherie, une importante zone marginale que l'on peut estimer à environ 50 %.

On a pu, par exemple, constater que de très nombreuses boucheries de campagne débitaient à peine 200 kg. de viande par semaine. Comment vivre — et vivre suffisamment bien puisque les intéressés ne semblent ni réduits à la faillite, ni tentés par le changement de métier — en commercialisant une si petite quantité ? (Le tiers de la moyenne). Deux explications sont permises. Elles ne s'excluent pas, mais se complètent.

D'abord les cours à l'achat sont faits dans la France entière par référence à ceux de la Villette. Le boucher de campagne ou de petite ville qui achète directement au producteur, ne lui paie rien de plus que le marchand de bestiaux. A la vente, ses prix se-

ront peut-être légèrement inférieurs à ceux pratiqués au détail à Paris, mais la différence ne sera pas énorme. Pourtant ce boucher de campagne pratique, lui, le circuit court ou ultra court. S'il achète et abat lui-même, il est l'unique intermédiaire. Sinon, il y aura deux ou trois intermédiaires au maximum. Ce boucher de circuit court bénéficie donc des prix du circuit long dont il totalise dans sa propre poche les marges successives.

Si le bœuf lui rapporte plus qu'à un confrère de la grande ville, il ne constitue pas — dans de nombreux cas — sa seule activité, ou plutôt, il est fréquent que sur le circuit du bœuf, le boucher en question n'occupe pas que la place de détaillant. Il lui arrive souvent d'acheter des herbages, d'y engraisser des bêtes, d'être un peu marchand de bestiaux, un peu grossiste, de faire quelques expéditions à la ville et, au fond, de ne considérer son métier de détaillant que comme un appoint.

Dans ces conditions, il n'est pas indispensable de s'apitoyer globalement sur le sort des bouchers marginaux. Toutefois, si d'importantes réformes intervenaient dans le sens du circuit court, si les tueries particulières étaient interdites, il apparaîtrait nécessaire de reconsidérer la distribution de viande dans les campagnes.

Mais ce n'est pas là notre sujet principal. Revenons à M. Boucher-Moyen qui travaille dans les villes, plus précisément à Paris.

Dans ce métier, il le sait dès le départ, il n'y a pas d'avenir pour qui n'est pas à son compte. Le garçon boucher se fera peut-être des mois « honnêtes », mais ce travail artisanal laisse trop l'ouvrier, souvent unique, sous la dépendance d'un patron toujours présent, pour que le vœu de la plupart ne soit pas d'aller plus loin.

D'autre part, il n'existe pas d'autre avancement que de se mettre à son compte. Qui est garçon boucher à 18 ans le restera, s'il ne devient patron, jusqu'à 60, sans perfectionnement professionnel, sans amélioration de statut possible, sans pouvoir obtenir d'améliorations de salaires (sauf les augmentations générales) que précaires, négociées avec son patron du moment, liées à sa présence dans une boutique.

M. Boucher-Moyen a donc décidé dès le départ d'être à son compte et d'en prendre les moyens.

Il commença à s'intéresser aux offres de fonds, aux cours. Enfin, en 1955, il découvre dans le fond du XV^e arrondissement, rue de Javel, ce qu'il cherchait : une petite boutique, pas trop mal installée, tenue par un couple âgé qui en attendant la retraite, se laissait vivre, et était incontestablement tombé dans la catégorie des marginaux. Tel qu'est le débit hebdomadaire, le fonds vaut 4 millions. Notons au passage que d'après l'I.N.S.E.E la valeur déclarée d'un commerce de boucherie était cette année-là de 2.593.000 (en augmentation de 400.000 fr sur l'année précédente). Mais cette valeur moyenne tient compte, évidem-

(Suite page 8)



Des devantures rassurantes... mais la réalité ?

L'organisation du marché de la viande en Suède

C'est ce qui fait l'originalité du marché de la viande en Suède, c'est qu'il est presque totalement coopératif.

Les coopératives de producteurs qui comptent 279.700 membres actifs sur propriétaires de 53 abattoirs sur 70 ; elles se regroupent dans 25 Sociétés provinciales de boucherie, elles-mêmes fédérées dans la Fédération nationale des Producteurs de viande, qui représente les producteurs auprès des pouvoirs publics et coordonne l'ensemble du marché de la viande.

Suivons donc le bœuf suédois. Chaque producteur, lorsqu'il veut sacrifier un ou plusieurs de ses animaux convient du jour où sera effectué l'abatage avec le délégué de l'abattoir auquel il adhère, qu'il prévient par téléphone. Ce système a permis de supprimer totalement les marchés de bestiaux dans tout le pays.

Le processus décrit ci-dessus est le plus couramment utilisé puisque 83 % de l'abatage sont réalisés par les centres relevant des sociétés provinciales de boucherie. Il convient de remarquer, en outre, que la Fédération nationale des coopératives de consommation possède quelques abattoirs.

Contrairement au système pratiqué en France, le prix du bétail est calculé sur la base du poids mort. Le cours est fixé chaque semaine par les sociétés provinciales sur la base des cours de gros pratiqués par la Fédération de Stockholm. Le bétail étant abattu, il s'agit ensuite de vendre la viande.

La commercialisation au stade du gros est effectuée pour partie : — par quelques grossistes indépendants ou chevillards qui s'approvisionnent auprès de quelques abattoirs industriels privés qui subsistent encore. — par les Sociétés provinciales dans les limites de leur secteur géographique. Les excé-

dents régionaux sont éventuellement dirigés sur Stockholm pour être écoulés.

— par la Fédération Nationale des producteurs de viande qui a l'exclusivité de la vente sur la place de Stockholm — premier marché de Suède avec 35.000 tonnes par an.

La toute puissante Fédération Nationale qui coordonne l'ensemble du marché agit soit au moyen de ventes en gros, qu'elle peut effectuer sur tout le territoire national, soit par stockage ou encore en contrôlant le volume des échanges extérieurs.

Elle fixe quotidiennement les cours du gros de la viande, en se fondant sur une classification officielle très détaillée et qui ne comprend pas moins de 12 catégories pour les carcasses de bovins. La mise en œuvre de cette classification est assurée par un corps d'experts-classificateurs, formés par un institut spécialisé.

Les détaillants relèvent soit du système capitaliste soit de magasins coopératifs (appartenant aux producteurs ou aux consommateurs) ; ils passent directement leurs commandes par téléphone aux abattoirs, qui constituent partout de véritables marchés de gros.

Il faut aussi signaler que la vente de la viande sous cellophane ou en caissettes se développe très rapidement permettant de supprimer définitivement le stade gros. Dans ce dernier cas le circuit intégré est le plus court possible.

L'organisation coopérative du marché suédois qui fonctionne à la plus grande satisfaction des masses populaires assure des prix très rémunérateurs aux producteurs, sans que les prix à la consommation ne soient élevés car le coût de la distribution par kilo de viande nette est abaissé au maximum.

Nombre de ventes et valeur moyenne des boucheries et charcuteries dans le département de la Seine

	1953		1954		1955	
	Ventes	Valeur	Ventes	Valeur	Ventes	Valeur
BOUCHERIES	293	1.741.000	362	2.116.000	343	2.593.000
CHARCUTERIES	147	3.218.000	127	3.428.000	126	3.903.000

(1) « Vérités sur la viande », Société des Editions Modernes, 18, rue Marbeuf, 580 NF + T.L. En vente également à TRIBUNE SOCIALISTE, 54, bd Garibaldi, Paris XV^e.

QUI EST M. "BOUCHER-MOYEN" ?

(suite de la page 7)

ment, des campagnes et des petites villes de province. La valeur des fonds parisiens est à peu près toujours au-dessus de la moyenne. D'autre part, entre valeur déclarée et valeur réelle, jugée lors des transactions, il y a — personne ne s'en étonnera — une certaine marge.

Voici donc M. Boucher-Moyen dans son fonds, sa femme à la caisse. Très vite, il ramène les affaires à leur niveau normal, à la moyenne dont nous avons parlé. Il débite 600 kg par semaine, 2 bœufs ou leur équivalent. Les spécialistes estiment que ce volume de commercialisation correspond aux possibilités d'un couple, l'homme débitant et la femme tenant la caisse.

Cela correspond au possible, mais cela correspond aussi à une jolie somme de travail. M. Boucher-Moyen se lève tôt. Souvent il va lui-même aux Halles à 4, 5 heures du matin. Les autres jours il sera dans sa boutique une heure avant l'ouverture pour préparer sa viande, puis il débite, à un rythme rapide (600 kg par semaine, 100 kg par jour, à 100 gr par beefsteak, cela signifie un certain nombre d'opérations) jusqu'à 1 heure de l'après-midi, il rouvrira le soir de 5 à 7, ou 8 heures.

Des bénéfices élevés, mais insaisissables

Aux Halles et à la Villette, il achète, pour sa semaine une ou deux carcasses qu'il paye au kilogramme, au cours du jour pour la première qualité (par exemple). Il a accepté, pour son achat, la dénomination première qualité. Rien, bien entendu, ne définit cette qualité. Il juge que le rendement en filet, en entrecôte, en beefsteak sera bon. Incontestablement, il prend un risque. Incontestablement, ce risque est plus réel pour M. Boucher-Moyen qui le répartit sur deux carcasses achetées que pour le gros débitant chez qui défilent 10 bêtes par semaine.

De toute façon, il faut bien dire que M. Boucher-Moyen n'assume que partiellement ce risque. S'il s'est trompé dans son achat, si le poids de morceaux nobles ne correspond pas à ses révisions, il essaiera à son tour de gagner sur leur étendue. La zone de beefsteak est, dans le bœuf, plus extensible que les pointillés de M. Fontanet pourrait le laisser croire et l'incompétence des ménagères étant ce qu'on prétend, il est facile, il est du moins possible, de rattraper dès aujourd'hui des pertes qu'une légère majoration la semaine prochaine permettra de toute façon de compenser bientôt.

Ceci tout en restant dans la plus parfaite légalité, sans entrer dans la catégorie — en voie de diminution paraît-il — des bouchers qui usent et abusent de l'attendrisseur.

Mais supposons que notre ami n'use pas de l'attendrisseur. Finalement que gagne-t-il ? Malgré la difficulté, essayons d'annoncer quelques chiffres. En 1956, d'après *La Vie Française*, pour un chiffre d'affaires moyen déclaré de 9 millions, les bénéfices déclarés ont été en moyenne de 865.000. Il s'agit bien entendu d'un bénéfice tout ce qu'il y a de plus net, déduction faite du salaire théorique de M. Boucher-Moyen et de son épouse. Il se situe un peu en-dessous de 10 % du chiffre d'affaires.

Depuis 1956, la consommation a augmenté d'à peu près 10 % et les prix d'au moins 30 %. Cela porte notre bénéfice net moyen aux environs de 1.200.000.

Mais ce chiffre appelle certaines corrections.

D'abord parce que l'on estime en général à 1.000 milliards par an le chiffre d'affaires total sur la viande. Si l'on divise ce chiffre par le nombre total des points de vente de boucherie, charcuterie, l'on obtient un chiffre d'affaires moyen d'à peu près 14 millions, soit en conservant 10 % du bénéfice net 1.400.000.

Il faut se rappeler ensuite que 50 % des boucheries sont marginales et ne réalisent pas en moyenne plus de la moitié de ce chiffre. Les perspectives des autres, notamment celles des boucheries parisiennes, apparaissent immédiatement beaucoup plus coquet-

tes. Cherchons à les préciser d'après d'autres sources.

Dans une récente enquête, Patrick Kessel écrit :

« Si l'on en croit les offres de ventes du journal de la Boucherie Française, le chiffre d'affaires hebdomadaire oscille entre 600.000 et 800.000. »

Et il ajoute :

« J'ai entendu un mandataire aux Halles déclarer devant les bouchers, sans être contredit, que les bénéfices nets d'un boucher, à Paris, se situent entre 10 et 30 % du chiffre d'affaires. 10 % quand la boucherie se trouve dans un quartier où l'on vend surtout de la viande basse. 30 % quand elle vend de la viande extra ou première catégorie. »

Restons pour le moment à 10 %. Dix pour cent de 700.000 font 70.000 et 70.000, 50 semaines par an donne 3.500.000.

La différence apparaît énorme; prenons une autre source.

« Purpan », revue de l'école supérieure de Toulouse, publiait en 1957, une étude qui, — tous frais déduits — laisse apparaître chez le boucher un bénéfice net de 53.000 par bœuf commercialisé. Si nous reprenons notre honnête moyenne de 2 bœufs (ou l'équivalent) par semaine nous trouvons 100.000 anciens francs. Admettons par rapport au calcul théorique de Purpan, une marge de perte et d'erreurs de 15 %. Reste par semaine 85.000 fr que confirmer largement les chiffres de Kessel.

Restons-en là et retournons à M. Boucher-Moyen. Travailleur compétent, tenant une boucherie propre, il redonne de l'élan à son affaire. Deux ans plus tard, il prend un garçon, on peut donc supposer que, dès cet instant, il dépasse le stade des 2 bœufs par semaine. Ajoutons qu'il réalise — il n'est pas le seul — des bénéfices supplémentaires très appréciables en vendant chaque dimanche quelques dizaines de poulets. C'est actuellement une tendance générale aux commerces, surtout aux commerces artisanaux, boulangeries, boucheries, charcuteries de s'étendre sur des secteurs annexes et plus purement commerciaux. La boucherie a peut-être, dans ce domaine, moins de possibilités que d'autres : elle tend du moins de plus en plus à s'adjoindre la vente de volailles.

Essayons de résumer la situation.

Il y a trop de points de vente et surtout trop d'entreprises.

Une bonne moitié sont marginales et leurs propriétaires vivent partie d'activités annexes, partie d'une tendance générale aux bénéfices trop élevés.

Comme dans d'autres domaines, l'ensemble de la profession est solidaire des marginaux. Leur existence, ou plutôt les besoins de leur survie, justifient les marges élevées, leur nombre est un gage de force.

Pris dans l'engrenage d'habitudes spéculatives et de jeu que le cadre commercial général rend inévitables, l'ensemble de la profession considère comme normales des marges qui permettent de gagner sur un bœuf en une semaine plus que le producteur en trois ans d'élevage, considère comme normal le rythme d'enrichissement, les spéculations sur le prix des fonds, le montant des gérances, en un mot l'ensemble du système.

Le premier réflexe de beaucoup de bouchers est, par conséquent, de maintenir au maximum la situation dans la vague qui la caractérise. Ne leur parlez pas trop d'innovation. J'ai déjà dit pourquoi les abattoirs modernes n'attiraient guère les professionnels. Les fraudes sanitaires et fiscales y sont plus difficiles. L'encombrement du circuit, le nombre mal déterminé des intermédiaires sont aussi utiles que l'existence des boucheries marginales. Dans le flou du marché, tous les contrôles s'estompent, toutes les marges deviennent élastiques. Ainsi, il y a encore en pleine banlieue parisienne, des bouchers qui tuent eux-mêmes sans que leurs prix soient le moins du monde inférieurs à ceux des voisins...

Le IV^e PLAN et la politique du logement

LES objectifs du IV^e Plan sont, en matière de politique du logement, à la fois timides et lourds de menaces. Timides en ce qui concerne la construction neuve qui devra atteindre le rythme de production de 350.000 logements en 1965. Lourds de menaces en ce qui concerne les loyers des logements anciens qui devront se situer à un niveau conforme à la « vérité des prix », c'est-à-dire subir une importante et nouvelle revalorisation.

350.000 logements pourraient a priori être considérés comme un minimum, ainsi d'ailleurs que le Conseil Economique et Social l'a souhaité en examinant l'ensemble du IV^e Plan. Pour ses auteurs, il s'agit au contraire d'un maximum. Ceux-ci ont estimé en effet qu'il était inopportun de dépasser la cadence actuelle. Il faut en effet tenir compte que sur le chiffre avancé, 25.000 logements doivent annuellement être affectés à l'usage exclusif des rapatriés d'Afrique. Cela signifie donc que la population métropolitaine ne disposera au mieux que de 325.000 logements, c'est-à-dire à peu de chose près le chiffre atteint en 1960.

Lors des discussions préliminaires qui eurent lieu au sein de la commission de l'Habitat deux thèses se firent jour. Pour les uns — la minorité — tenant compte essentiellement des besoins, le taux annuel d'expansion de la construction devait être au moins égal au taux retenu pour l'ensemble de l'économie. Les autres, particulièrement sensibilisés par les dangers d'une récession qu'ils prétendent quasi certaine pour la période 1962-65, ont fait ressortir la nécessité de freiner des investissements considérés comme peu rentables et n'ont pas craint de déclarer qu'il était vraisemblable que la demande solvable ne se maintiendrait pas pour soutenir un rythme de construction supérieur au niveau actuel. Posant le problème en ces termes, il était normal que l'on aboutisse à ce « résultat ». Désireux de voir poursuivre la politique actuelle de construction en accession à la propriété qui procure de substantiels revenus sans risques et en très peu de temps à de multiples intéressés (entrepreneurs, promoteurs, agents immobiliers, intermédiaires de tous poils), il est logique que le problème soit posé en termes de solvabilité. Ce qui l'est moins, c'est que l'on prétende œuvrer à la solution de la crise du logement, sans mettre l'accent en toute priorité sur le logement social qui est fonction du volume des crédits accordés, du loyer de l'argent et de la durée des prêts. Or, une politique de logement social est inconcevable sans l'intervention directe de l'Etat, tant sur le plan financier que sur le plan technique ou foncier. Il est quelque peu ahurissant que les quelques syndicalistes qui ont participé à ces travaux n'aient pas mis l'accent sur cet aspect du problème. Il y a actuellement dans la région parisienne plus de 260.000 familles mal logées. L'accession à la propriété — même en logéco où il faut disposer au départ d'environ 15.000 NF — est impensable. Le logement locatif H.L.M. constitue leur seul espoir réalisable... dans la mesure où le loyer est supportable par des salaires mensuels se situant entre 500 et 650 NF.

Or, la même majorité qui a fait triompher son point de vue dans le domaine de la construction neuve, paraît avoir également fait admettre ses thèses tendant à rétablir « l'unité du marché du logement » par la suppression des barrières juridiques qui séparent patrimoine ancien et patrimoine neuf. Il a donc été admis qu'il faut

accélérer le rythme des augmentations prévues pour les immeubles des catégories basses et reprendre les augmentations pour les autres en revalorisant la valeur locative. Cela signifie que les logements de la catégorie II qui sont depuis un an à la valeur locative verront sans doute dans un proche avenir cette dernière réévaluée pour suivre « l'évolution des prix » et que les autres logements (catégories III A, III B et IV) qui constituent la grande majorité du patrimoine immobilier — et aussi sa fraction la plus vétuste et la moins confortable — l'atteindront bien avant 1964 ou 1967 suivant les cas. Ainsi les nouveaux loyers seraient à la fois conformes « à la vérité des prix et à une part normalisée du revenu du locataire ». On reconnaîtra ici les thèses chères à M. Sudreau et à l'Union de la Propriété Bâtie, organisme représentatif du capitalisme le plus rétrograde. Il est curieux de constater que la « vérité des prix » est une thèse — ou un dogme — applicable uniquement au stade de la consommation et en aucun cas à celui de la production. Cela est vrai pour la viande comme pour les salaires. Cette « anomalie » ne paraît pas avoir frappé les économistes rédacteurs du IV^e Plan.

C'est sans doute involontairement que ceux-ci tirent la conclusion des exigences qu'ils formulent (au nom des intérêts qu'ils représentent ?) en déclarant que « ce programme devrait être mis en œuvre dans des délais très brefs... Cela paraît difficile, mais n'est nullement impossible, à condition que ceux qui auront à prendre les décisions reconnaissent l'urgence des solutions énergiques que l'opinion publique attend, au fond, et qu'elle accepterait probablement si on lui en démontrait la nécessité : les faibles réactions qui ont suivi les textes de décembre 1958 et octobre 1960 (augmentant massivement les loyers, N.D.L.R.) constituent, à cet égard, un test dont il faut tenir compte. »

Cette vérité évidente, il paraît salubre qu'elle soit rappelée à nouveau, même par les rédacteurs du Plan. Une véritable politique du logement ne pourra être mise en œuvre que dans la mesure où l'opinion publique, les syndicats ouvriers, les partis de gauche accorderont au logement la place essentielle qui lui revient. Dans le cas contraire, la passivité des principaux intéressés autorise tous les mauvais coups.

Louis Houdeville

La brochure du groupe de travail

"Habitat" du P.S.U.

Ce document vient d'être réédité (16 pages imprimées format 21 x 27)

0,50 NF l'exemplaire
0,40 NF à partir de 20
C.C.P. Tribune Socialiste
5826-65 Paris
54, bd Garibaldi, Paris-15^e
(Paiement à la commande)

"ANNÉE SOCIALE"...

(suite de l'éditorial)

veulent être trompés ? N'est-elle pas dérisoire et mesquine cette punition fiscale des employeurs qui ont donné le « mauvais exemple », en crevant, le plus souvent sous la pression de leur personnel, le plafond fatidique des 4 % et, entraînant ainsi, par contagion, des réclamations et des grèves contre l'Etat-patron gaulliste ?

Par la faute du gouvernement qui n'a pas su faire à temps les concessions qui, même de son point de vue, sont inévitables, les services publics essentiels à la vie de la nation viennent d'interrompre leur fonctionnement pour la troisième fois depuis les vacances. La presse objective et celle qui habituellement ne l'est pas, mais qui, devant l'évidence des faits, s'est résignée cette fois à l'information et a renoncé à la

déformation, ont constaté que 500.000 hommes et femmes ont répondu à l'ordre de grève des centrales syndicales unies. Cela rappelle le soulèvement spontané des salariés, en août 1953, sous le règne de M. Laniel, qu'on ne cite généralement pas comme une des dates les plus glorieuses de l'histoire de France.

En saluant ce mouvement, en nous réjouissant de sa réussite, nous invitons qui de droit à méditer sur ce que pourraient faire les travailleurs en se croisant les bras, pour s'opposer à un régime d'oppression, puis en passant à l'offensive, pour renverser le capitalisme.

Edouard Depreux

Pourquoi...

LES grèves du 28 novembre, leur réussite mettent en lumière les difficultés du secteur public.

Au cours d'une conférence de presse tenue par les Fédérations C.G.T., C.F.T.C., C.G.C. des cheminots, Nicolas (C.F.T.C.) a souligné que, du fait de la modernisation, les effectifs sont passés à la S.N.C.F. de 514.000 en 1938 à 350.000 en 1961, et que la durée du travail est revenue de 40 à 48 heures, les cheminots français ayant avec les Grecs les horaires les plus longs d'Europe. Vagner (C.G.C.) a rappelé que 100.000 cheminots gagnent moins de 500 NF par mois et 200.000 moins de 600 NF : d'où un tarissement du recrutement pour le personnel d'exécution, en particulier dans la région parisienne, et pour les cadres (extrêmement rares étant les élèves des grandes écoles qui entrent à la S.N.C.F.). « En défendant nos salaires, a-t-il conclu, nous défendons l'avenir de notre entreprise. »

Les grèves en province

Parallèlement aux grèves des fonctionnaires, des mouvements de grève et de protestation ont eu lieu récemment, en province, dans le secteur privé.

C'est ainsi qu'à Saint-Etienne, 15.000 métallos ont débrayé deux heures, réclamant une augmentation horaire de 0,25 NF. A Rennes, 600 ouvriers du chantier de construction de la nouvelle usine Citroën ont fait une grève d'une heure pour obtenir une augmentation de 7 % et protester contre la réduction de la journée de travail (ramenée à 8 heures). A Saint-Nazaire, les syndicats C.G.T., C.F.T.C. et F.O. ont organisé une manifestation contre le licenciement de 800 ouvriers des maisons sous-traitantes des Chantiers de l'Atlantique que la finition du « France » doit entraîner. Le 22 no-

vembre, à Nantes, 8.000 personnes ont manifesté, à l'appel des syndicats d'ouvriers et d'enseignants pour « les revendications et la paix ». A noter également une grève pour les salaires déclenchée par le Syndicat F.O. de l'usine de pneus Firestone, à Béthune.

D'autre part, les fédérations C.G.T., C.F.T.C. et F.O. des Transports appellent les travailleurs des transports urbains « à effectuer le 1^{er} décembre dans tous les réseaux des arrêts de travail adaptés à la situation locale » pour obtenir un accord national de salaires.

Le Bureau confédéral de la C.G.T. déclarait le 23 novembre : « Le développement des activités et actions revendicatives, en particulier dans le textile, la métallurgie, les services communaux et hospitaliers, ainsi que les prises de position de plus en plus pressantes dans la fonction publique, attestent l'importance et la profondeur du mouvement revendicatif. »

Qui paiera ?

Ces actions entraîneront sans doute de nouveaux reculs du gouvernement et du patronat.

Il est évident, malgré tout, que les charges résultant de la prolongation de la guerre d'Algérie et de la constitution d'une force de frappe nationale rendent difficile la satisfaction des revendications des salariés.

Les concessions faites dans le secteur public avant le 28 novembre entraînaient une dépense de 600 millions de NF que le gouvernement décidait de couvrir par une majoration de l'acompte sur les réserves des sociétés et par une augmentation du versement forfaitaire sur les hauts salaires (à partir de 30.000 NF par an). Contrairement à M. Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux Finances, M. Debré estime que le patronat privé doit être pénalisé pour son « indiscipline » en matière de salaires, « indiscipline » qui alimente, selon lui, les revendications du secteur public. Par ailleurs, des économies sont en-

visagées, en particulier sur les dépenses militaires et les investissements d'Outre-Mer.

En ce qui concerne les revendications des cheminots, Séguy, secrétaire fédéral de la C.G.T. s'est élevé au cours de la conférence de presse contre « l'opération classique qui consiste à dresser les contribuables contre les cheminots ». Il a ajouté : « Par rapport à 1938, le coefficient des prix de gros est à l'indice 33,14 alors que celui du tarif marchandises (wagons et trains complets) est à 18,06. La rectification de ces anomalies procurerait plus d'argent qu'il n'en faut pour satisfaire les revendications des cheminots ». C'est poser le problème des tarifs préférentiels institués par la S.N.C.F. pour le transport de certaines denrées — tarifs qui ne peuvent être considérés en faisant abstraction de la concurrence faite à la S.N.C.F. par les entreprises de transports non ferroviaires. Quant à Paul Butet, secrétaire général de la Fédération C.F.T.C., il a précisé : « Le relèvement de 6,25 % des tarifs voyageurs, à compter du 23 octobre dernier, apporte un supplément de recettes annuel de 100 millions de NF. C'est exactement l'équivalent de l'augmentation de 2,25 % qui vient d'être décidée par le gouvernement. »

Terminons en indiquant que le Conseil National du Patronat Français s'est élevé contre « une nouvelle pression fiscale qui constituerait un véritable renversement de la politique budgétaire ». Il a naturellement estimé « qu'elle aurait inévitablement pour effet d'alourdir les prix de revient et d'affaiblir les positions françaises dans la concurrence internationale en portant directement atteinte aux exportations. »

En réalité, la poussée revendicative actuelle remet en cause toute une politique fondée sur l'austérité pour les salariés. Elle pose la question des charges improductives supportées par la nation et celle de la répartition du revenu national.

Maurice Combes

...les grèves ?

qu'il peut faire de ces « avantages » ayant déjà beaucoup de difficulté à faire « bouillir sa marmite, chez lui. Donc, les voyages...

De toute manière, ces avantages ne sont le résultat que de luttes âprement menées dans le passé et s'appellent des conquêtes sociales et ne peuvent en aucun cas être remis en cause. Les travailleurs de tous les secteurs professionnels en ont d'autres ou sont en lutte pour en obtenir de semblables.

En tout état de cause, les « avantages sociaux » sont sans commune mesure avec les insuffisances de salaire dont le Gouvernement porte l'entière responsabilité.

Comme un tricheur qui devrait avoir le sort de celui qui « pipe » les dés, le Gouvernement trompe l'opinion publique outrageusement.

1^o Il dit qu'il sera obligé d'augmenter les impôts, directs et indirects, pour satisfaire l'augmentation des secteurs nationalisés.

C'EST FAUX : E.G.F. n'a jamais émargé au budget national et possède pour 1960 18 milliards de bénéfices qui couvriraient très largement les augmentations légitimes. Le Directeur d'E.D.F. a maintes fois déclaré aux organisations syndicales que le problème de trésorerie ne se posait pas.

2^o Ce gouvernement truque ses augmentations vis-à-vis de l'opinion publique en additionnant celles qui sont à valoir à terme et ayant fait l'objet de négociations antérieures, avec un pourcentage qu'il nous propose actuellement.

Exemple :

L'Etat nous doit du plan de redressement de janvier 1960 :

1,25 % au 1-1-1962
1,00 % au 31-12-1963

Il ajoute pour nos revendications actuelles 2,25 %

et annonce par radio, journaux et télévision 4,50 % d'augmentation à S.N.C.F. - E.G.F.

3^o Pour la S.N.C.F., il est vraisemblable que si les marchandises expédiées par les trusts ne faisaient pas

l'objet de tarifs préférentiels (97 % du trafic marchandises) il n'y aurait pas lieu d'aller chercher dans les caisses de l'Etat une augmentation du salaire des cheminots.

Pour revenir à la grève, Paris avait un visage de dimanche, mais un dimanche grave et inquiet, peu d'activité, peu de circulation, le monstre économique n'avait plus ses esclaves, et était paralysé.

De toute manière, de cette grève, il faut en tirer la leçon, cette leçon est dure, mais il faut la connaître.

Devant un Parlement dont le seul travail est de ne rien faire, parce qu'on lui a retiré son travail, on a augmenté ses honoraires. C'est tout. Devant des Syndicats qui sont la seule force d'opposition de ce pays devant des législateurs qui ne légifèrent plus, il est évident que la seule ressource gouvernementale sera de baillonner la force qui lui est opposée. Au travers des Secteurs nationalisés, le mouvement ouvrier tout entier est attaqué. Le Pouvoir espère le désarmer et le rendre impuissant, il espère briser les Organisations Syndicales et faire durer une politique économique dont les travailleurs font les frais.

Maintenant, il ne s'agit plus, syndicalement, de s'occuper de ces petits problèmes. Le mouvement ouvrier doit mener un combat d'ensemble. Il n'y a pas de problème de profession, mais un problème du devenir de toute la classe ouvrière. Sa vie ou sa mort en dépend.

J. Le Corre

« T.S. » publiera dans son prochain numéro un compte rendu du congrès confédéral de Force Ouvrière qui a été marqué par les progrès de l'opposition à la politique du bureau confédéral et qui semble traduire un rajeunissement de cette centrale.

L'école entretenue

M. LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE (comme son nom l'indique, ajouterait Gavroche) aura donc versé, en 61, cinquante-cinq milliards à l'école confessionnelle, réglant ainsi la note que Bouloche n'avait pas consenti à endosser et que même Joxe préféra voir « honorer » par un autre !

Cinquante-cinq milliards, au bas mot, car il se découvrira bien, en cours d'exercice, un moyen ou plusieurs de faire davantage ; cela dans le temps où l'indigence de l'Université ne fut plus évidente, le risque de faillir à sa mission — celle que lui confia la République voici trois quarts de siècle — plus proche et plus réel.

Saluons donc ici les professeurs de la Faculté des Lettres de Caen, membres du Syndicat National de l'Enseignement Supérieur et du Syndicat Général de l'Education Nationale, qui ont décidé d'ignorer les cérémonies prévues le 25 novembre à l'occasion de la venue du ministre, déclarant qu'ils « considèrent que M. Paye a, depuis son entrée au ministère, été l'instrument du gouvernement dans l'application d'une politique hostile à l'école laïque ».

« L'instrument au gouvernement », telle est l'appréciation dont la mesure souligne la justesse sans retour qui convient à M. Paye, — ainsi qu'à d'autres —, qui s'applique à tous ceux qui ont oublié leurs origines, trahi leurs convictions et la dette qu'ils ont contractée envers l'école laïque, — l'instrument du gouvernement qui, en l'espèce, a fait infiniment plus que Vichy n'avait osé faire.

De sorte que se pose la question de savoir si la défense de l'école publique ne requiert pas de tous ceux qui se réclament d'elle qu'ils rompent toute relation officielle, tout contact, fût-il inspiré des plus louables motifs, avec ces Janus à double visage dont l'histoire ne retiendra le nom que pour l'inscrire sur la liste de ceux qui se sont reniés.

Edmond Fournier

Le billet de Jean Binot

Exclusivité

HOMME de parti, non de parti-pris, je crois équitable de faire connaître la péroraison du discours que n'a pas prononcé le chef de l'Etat, en présence des universitaires appartenant aux divers ordres d'enseignement, réunis pour cet objet le jeudi 23 novembre 1961 au Grand Palais, à Paris.

« En aucun temps la France n'a eu à ce point le droit et le devoir d'être elle-même ; en aucun temps elle n'a eu à ce point besoin de ses instituteurs et de ses professeurs. »

« La voici à proximité presque immédiate d'un bloc totalitaire ambitieux de dominer et poursuivant notamment un effort d'expansion intellectuelle et scientifique sans précédent, cependant que les Etats-Unis développent un effort analogue. »

« Or, ni l'un ni l'autre de ces puissants Etats n'est dispensateur de notre culture, héritée de longs siècles et de grands drames, et qui manquerait au monde si tout à coup nous cessions de la nourrir et de la propager. »

Cela exige que soient dégagés les moyens propres à doter l'Université de France des bâtiments, des instruments et des maîtres qu'il lui faut. Car tel est, en dernière analyse, l'élément fondamental de sa grandeur et de son rayonnement.

« Nous entamons cet ouvrage primordial. Aujourd'hui, en ces temps graves, chargés de périls, mais dont il serait criminel de bannir l'espoir, j'affirme la confiance de la France en elle-même et dans son Université. »

« Vive la République, « Vive la France ! »

Lancement d'une campagne de diffusion de "T. S." dans les Bouches-du-Rhône

Estimant que le rayonnement d'une Fédération commence à partir du moment où le coefficient « lecteurs T.S./Adhérents » atteint « 2/1 à 3/1 », la « Commission-Presses » fédérale a lancé une campagne de diffusion de « T.S. » d'un mois, du N° 77 au N° 81.

Cette campagne est la suite logique de plusieurs mois d'efforts suivis pour réajustements, abonnements et envois d'essais généralisés. Elle se matérialise par :

- l'envoi d'office, encarté dans Notre Combat Socialiste (bulletin fédéral) du N° 79 de « TS » à tous les adhérents non abonnés.
- l'engagement ferme d'achat et vente au numéro par toutes les sections et pendant au moins 4 numéros d'un nombre de TS laissé à leur évaluation (mais dépassant obligatoirement le nombre de non abonnés).
- l'engagement ferme de vente d'un certain nombre de TS par des militants qui l'ont pris à titre individuel.
- la vente à la criée organisée fédéralement à Marseille avec camionnette et haut-parleur.
- l'abonnement d'office d'un certain nombre de bars, coiffeurs et bibliothèques désignés par les sections.
- la mise en KIOSQUES à raison de 2 kiosques par section marseillaise. Ceux-ci ont été choisis en fonction des terminus centraux d'autobus et trolleybus les plus utilisés. Les deux premières semaines mise en place par le responsable TS, ensuite par les Messageries de Presse. Ceci avec affichage obligatoire chaque quinzaine des bandeaux « Lisez TS » par les sections aux alentours de leurs kiosques, et distribution large de tracts indiquant leur situation aux sympathisants.

MARSEILLAIS qui lisez ces lignes, à partir du 2 décembre, allez acheter pour vos amis et envoyez les sympathisants que vous connaissez acheter TRIBUNE SOCIALISTE dans les kiosques suivants :

- Bourse du Travail, rue de l'Académie ;
- Gare Noailles (intérieur) ;
- Bas rue de la République, côté Vieux port ;
- Quai du Port, au début (librairie) ;
- Allée Gambetta, côtés Réformée et bd d'Athènes ;
- Préfecture, face départ autobus 22-23 et 19-20.

Vous aiderez ainsi T.S. à s'implanter à Marseille.

Réunion-débat

Le Cercle Culture et Politique organise mardi 5 décembre, à 20 h. 45, salle des Horticulteurs, 84, rue de Grenelle Paris (7^e), une conférence-débat de M. René Dumont sur l'AFRIQUE NOIRE.

Participeront au débat : MM. les professeurs Dresch (Sorbonne) ; Sautter (Ecole des Hautes Etudes) ; Lacroix (Ecole des Langues Orientales), M. l'Ingénieur en Chef Arrighi de Casanova (Génie Rural), MM. Matibba (Présence Africaine) ; Paul Rouamba, MM. Meillassoux (Ecole des Hautes Etudes) ; Tardits (C.N.R.S.).

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom

Prénom

Adresse

A adresser :

P.S.U., 8, rue Henner, Paris-IX^e

Motion de Tanguy Prigent au Conseil Général du Finistère

Notre camarade Tanguy Prigent a présenté, à l'occasion de la session du Conseil général du Finistère la motion que nous reproduisons ci-dessous.

Réuni à Quimper, en session budgétaire, du 21 au 24 novembre 1961, le Conseil général du Finistère :

— Est unanime, malgré la diversité des opinions politiques et des conceptions idéologiques de ses membres, à constater la dégradation progressive et chaque jour plus rapide de la situation nationale et internationale,

— Est ému et indigné par l'arbitraire et la violence qui caractérisent dans certains cas la répression, particulièrement en ce qui concerne les musulmans, — Dénonce le réveil des passions racistes, dont il souligne le caractère odieux et les périls qu'elles font courir à la paix intérieure et extérieure,

— Condamne les agissements criminels des extrémistes de l'O.A.S. et s'étonne de l'impuissance ou de la carence des Pouvoirs publics face au développement des attentats, aussi bien en France qu'en Algérie,

— Est convaincu que tous ces faits regrettables et graves sont dus à la prolongation de la guerre d'Algérie,

— Considère d'une manière réaliste, quelles que soient les positions doctrinales de chacun, que l'indépendance de l'Algérie est inévitable dans le processus mondial actuel, qui est irréversible,

— Ne nie pas les difficultés que posent l'armistice, la paix et l'indépendance.

Mais est convaincu que chaque jour qui passe rend ces difficultés plus graves, que la haine appelle la haine, que l'augmentation du nombre des victimes qui tombent de part et d'autre ne peut que compromettre de plus en plus les chances d'un règlement amiable des problèmes France-Afrique du Nord ;

DEMANDE, en conséquence, que la France, précisant le contenu du terme « autodétermination », offre solennellement de négocier avec le seul interlocuteur désormais possible, le G.P.R.A., SANS CONDITIONS OU PREALABLES, EN DECLARANT DES L'ABORD QU'ELLE RECONNAIT SANS RESTRICTIONS LE DROIT A L'INDEPENDANCE DU PEUPLE ET DE L'ETAT ALGERIENS.

"C. E. S." PROGRAMME

INITIATION ECONOMIQUE

par M. RUNGIS

17, rue de Chaligny Paris-XII^e (M^o Reuilly-Diderot) 20 h. 30

● Mardi 12 décembre :
Qu'est-ce que le Socialisme dans l'Economie.

COURS SUPERIEUR

A 20 h. 45, Salle des Conférences 44, rue de Rennes, Paris VI^e (M^o St-Germain-des-Prés)

LES THEORIES DE L'ETAT

● Mercredi 6 décembre :
Théories et pratiques soviétiques de l'Etat (V. Faye).

EVOLUTION DES STRUCTURES DE L'ETAT

● Mardi 5 décembre :
Evolution du pouvoir réel dans la société contemporaine (M. Bridier).

LA SOUSCRIPTION DU P.S.U.

Beaucoup d'amis ont répondu à notre appel.

Mais le total des sommes déjà rentrées et des engagements de versements mensuels pris pour l'année est encore nettement inférieur aux 6 millions d'anciens francs qui étaient absolument indispensables, avant même le surcroît de dépenses entraînées par la lutte contre les militaires fascistes et leurs complices.

Nous avons donc, plus que jamais, besoin de vous tous. Envoyez votre obole à Maurice Klein (37, rue de Trévisse, Paris (9^e) - C.C.P. 4435-35 Paris) et remplissez la formule d'engagement ci-dessous.

Le Secrétaire National,
Edouard DEPREUX.

Le Trésorier,
Maurice KLEIN.

Je, soussigné (NOM, prénoms, adresse)

m'engage à verser chaque mois à Maurice KLEIN, Trésorier du Parti Socialiste Unifié (C.C.P. 4435-35 - Paris), la somme de

Signature :

Réunions de travail des militants du Nord

EN application des décisions du Conseil Fédéral du 8 octobre, la Fédération du Nord a organisé une série de réunions de travail, avec la participation du camarade Jean Poperen, représentant le Bureau National.

Ces réunions avaient pour but d'approfondir la politique de « Front Socialiste » et d'en préciser les conditions d'application dans l'importante région du Nord.

Vendredi 24 novembre, se sont rassemblés les camarades de la section de Douai et des sections voisines. Samedi soir, ce fut le tour des camarades de Lille ; dimanche matin, de ceux de Roubaix.

Des discussions menées avec sérieux ont permis de situer les difficultés propres à la région du Nord dans l'application de la politique de « Front Socialiste ». Des objectifs concrets d'action ont été définis dont la réalisation doit permettre d'amorcer cette politique.

Une réunion du Bureau Fédéral, tenue samedi matin, a notamment décidé une série d'initiatives départementales propres à développer la lutte pour la paix en Algérie et contre la menace de l'O.A.S. Elle a également prévu le renforcement du travail de recrutement et la créa-

tion de nouvelles sections. Enfin, deux week-end de formation se tiendront au cours des prochains mois.

Les Etudiants de Lille ont mis au point leur plan de travail et désigné leur bureau : Camp (secrétaire) (Hermant (secrétaire adjoint) et Chellé (trésorier).

Une réunion d'information publique pour les étudiants se tiendra à Lille,

LE 19 DECEMBRE avec la participation d'un membre du Bureau National.

Les résultats obtenus au cours de ces journées de travail ont incité les camarades du Nord à souhaiter de nouvelles réunions de ce genre dans un proche avenir. Le Bureau Fédéral — composé des camarades Danon, secrétaire, Desbarbieux, secrétaire administratif Leclerc, Comiot, avec le concours des responsables de Commissions, Fouret (Formation et Smaggh (liaison avec les organisations larges) et sans doute bientôt d'autres commissions — est convaincu que la Fédération du Nord apportera un bilan positif à la réunion inter-fédérale prévue pour les 27 et 28 janvier à Arras.

TRIBUNE SOCIALISTE

offre à ses lecteurs la primeur d'un ouvrage sensationnel : les

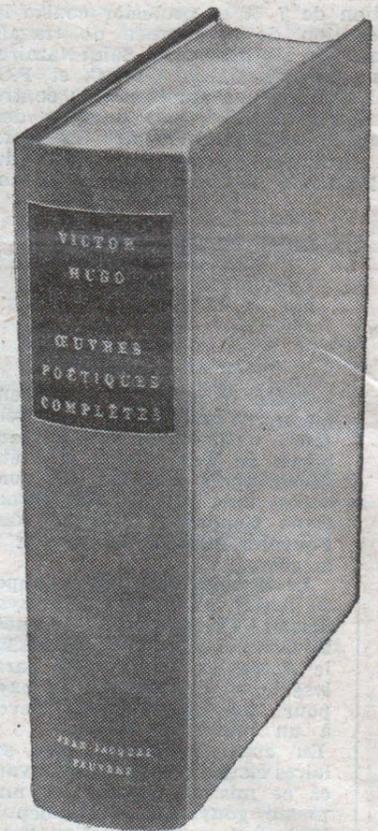
ŒUVRES POÉTIQUES COMPLÈTES de VICTOR HUGO en un volume !

Jamais, dans aucun pays, écrivain n'a eu l'audience de cet immense poète dont deux millions de Français (chiffre officiel), ont suivi le cercueil. Tour à tour lyrique (*Les Contemplations*, *Les Feuilles d'Automne*, etc.), exotique (*Les Orientales*), épique (*La Légende des Siècles*), cosmique (*Dieu, La Fin de Satan*), familière (*Les Chansons des rues et des bois*), tonnante et vengeresse (*Les Châtiments*), la poésie de Victor Hugo domine tout un siècle, toute l'histoire littéraire française et l'histoire tout court. Si, dans la bibliothèque de chaque Français ne pouvait figurer qu'une seule œuvre poétique, ce serait évidemment celle de Victor Hugo.

Mais cette œuvre gigantesque (153.873 vers !) était jusqu'ici dispersée dans de nombreux recueils dont certains étaient devenus introuvables. Ce sera la gloire de l'édition française d'avoir réussi à la réunir en un seul magnifique volume qui en remplace vingt, en l'enrichissant d'une bibliographie, d'une chronologie illustrée de V. Hugo (40 pages), d'une table des Incipit (22 pages) et d'une table des matières de 34 pages.

Ce volume, dont nous avons tenu à offrir la primeur à nos lecteurs, vient d'être salué à la Foire du Livre, à Francfort, comme le chef-d'œuvre de l'édition européenne : 13 millions de caractères, 1.800 pages, format 21-27, d'une typographie aérée, sur beau papier, reliure pleine toile, tranche supérieure dorée à l'or fin. Instrument de travail pour certains, livre de chevet pour beaucoup, ce sera l'ornement de la bibliothèque de tous.

Hâtez-vous donc de profiter des conditions exceptionnelles dont nous pouvons faire bénéficier nos lecteurs s'ils adressent immédiatement, 54, Boulevard Garibaldi, Paris (15^e), le bon de commande ci-dessous :



Jusqu'au 15 décembre

CONDITIONS EXCEPTIONNELLES POUR NOS LECTEURS

FRANCE METROPOLITAINE

13,50 NF par mois (10 vers.) ou 120 NF COMPTANT (en 1 ou 3 versements)

Livraison immédiate à domicile Transport et emballage gratuits

Faculté de retour et rien à payer d'avance

BON à adresser à TRIBUNE SOCIALISTE, 54, Boulevard Garibaldi - Paris-XV^e

Veillez m'adresser les Œuvres Poétiques complètes de Victor Hugo Je réglerai en 1 3 10 versements sauf si je vous renvoie le volume 24 heures après réception.

NOM Profession

Adresse signature :

N° C.C.P. ou bancaire

Livres :

Le dossier secret de l'Algérie

BIEN des livres ont déjà été écrits sur les événements qui précédèrent ou suivirent le 13 mai. Il leur manquait à tous tant une certaine dynamique que l'accès aux meilleures sources. Le livre de Claude Paillat (1) ne souffre pas de ces lacunes. Du 13 mai 1958 au 28 avril 1961, voici l'Histoire telle que l'ont faite les colonels, telle que l'ont pensée les comploteurs, telle qu'un activiste l'a vue et la raconte.

Que l'on ne s'y trompe pas. Nous ne sommes pas ici en face d'un récit conçu et écrit dans l'ambiance et avec le style où les Bromberger sont passés maîtres, cultivant l'anecdote, ménageant les susceptibilités et laissant une porte ouverte aux interprétations les plus diverses, la prudence

voulant que l'on soit toujours pour le parti gouvernemental y compris celui du lendemain.

Non. Le livre de Claude Paillat est autre chose. C'est l'explication rationnelle de l'O.A.S. C'est aussi sa plus complète justification. Il s'agit d'un véritable manuel — à l'usage aussi bien du fantassin à pied que du gradé de l'infanterie — d'une espèce de catéchisme énonçant les dogmes et les raisons de croire en la subversion éternelle, multiforme et, cependant, unique.

Ce livre doit être lu. D'abord par les hommes de gauche. Car il aide à analyser ce nouveau facteur de notre vie politique constitué par l'O.A.S. et qui peut modifier fondamentalement notre avenir. Une des meilleures armes que l'on possède contre

l'adversaire n'est-elle pas la parfaite connaissance de ses techniques, de ses méthodes, de ses buts, de sa philosophie ? Voilà en quoi ce livre est essentiel.

Un autre aspect ne doit pas non plus être négligé. C'est l'analyse minutieuse du comportement du général de Gaulle déclarant aux généraux et colonels rebelles : « l'intégration est une chose dont les Européens parlent ; eh bien moi, je la ferai », ceci quelque temps après avoir déclaré à un gaulliste de gauche que les Algériens méritaient l'indépendance. Le même de Gaulle qui n'hésitera pas à recevoir Masmoudi avant son retour à Tunis et presque au même moment les hommes politiques et militaires qui préparent l'étranglement de la République :

aux uns et aux autres, il prodigue les encouragements les plus sincères et les souhaits de réussite... alors que les buts sont pour le moins diamétralement opposés. Cette image de la duplicité permanente, pierre angulaire de la V^e République est à méditer. Elle aidera l'historien de demain qui étudiera la dépolitisation croissante des citoyens. Elle montrera que de Gaulle en fut le principal artisan en ravalant la politique au rang de tricherie, où chacun ment, du « Prince » au dernier « valet ». Le mépris des hommes a de tragiques conséquences.

L. H.

(1) Le dossier secret de l'Algérie, par Claude Paillat, Edit. « Le Livre contemporain », 538 p., 13,90 NF.

Cinéma :

Le temps du ghetto



(Keystone)

...les derniers survivants

FREDERIC ROSSIF, déjà auteur de courts métrages et producteur de télévision, a réalisé avec *Le temps du ghetto* un montage de documents. Il s'agit du ghetto de Varsovie. L'on sait que ce ghetto fut lentement transformé en centre d'extermination, que pour ceux qui ne mouraient pas de faim, de misère ou de maladie, des prélèvements fréquents emmenaient le « détail juif » vers des camps où l'extermination était plus scientifique ; enfin, le ghetto se révolta, et les Allemands le rasèrent en finissant d'exterminer les derniers survivants.

Cette hallucinante histoire, Frédéric Rossif l'a reconstituée à l'aide de deux genres de témoignages. D'abord les témoignages filmés par les Allemands eux-mêmes, qui voulurent conserver, pour leur propagande antisémite, l'image du « sous-homme » qu'était le Juif, et pensaient y arriver aisément par la seule image de Juifs hâves, maigres, en haillons, opposés aux S.S. propres et bien nourris. Et puis les paroles de quelques rares rescapés, qui viennent revivre un instant leur cauchemar et, tels des fantômes sortis d'une tombe, nous parler, au présent, de leur aventure, comme si elle était en train de leur arriver, ou plutôt comme si, hallucinés, ils la re-

vivaient en rêve. Ces visages de témoins, photographiés en gros plan (face ou profil sur fond noir, ce débit monocorde et un peu las, désincarne le témoignage de ce qu'il a de, disons, « sentimental » et n'en laisse subsister que l'horreur pure.

Le temps du ghetto n'est pas un film que vous irez voir pour passer un bon moment après un bon repas. C'est une succession d'images atroces... mais dont l'atrocité a des responsables précis. De ces documents, certains avaient déjà été utilisés dans *Nuit et Brouillard*, de Resnais, d'autres dans des films qui n'ont pas eu une grande diffusion en France, tel le très beau *Journal d'Anne Frank*, réalisé en Allemagne de l'Est, et qui montre, parallèlement, les bourreaux nazis plastronnant — et leur destin, aujourd'hui, de paisibles pères de famille dans l'Allemagne « libre ». Des films polonais, un film américain de Léo Hurwitz montrent aussi ces images intenablement ; mais — avec le film de Resnais — c'est le film de Rossif qui commence à répandre dans le grand public les documents allemands du ghetto de Varsovie (il faut cependant mentionner que Mein Kampf, le montage réalisé par Erwin Leiser, contenait lui aussi certains de ces plans.)

Faut-il se plaindre de ce que le film de Rossif ne soit pas plus directement engagé, ne dénonce pas la responsabilité, dans ces atrocités, de certains qui aujourd'hui occupent encore, en Allemagne de l'Ouest, de bonnes places ?

Aurait-il fallu souligner les rapprochements avec une actualité bien plus proche (les persécutions antisémites commencent avec le couvre-feu...) ? Je ne le crois pas ; les images ont assez de force en elles-mêmes ; et le seul fait de les montrer est, en soit, quelque chose de très positif.

Marcel Ranchal

Les parachutistes

Gilles Perrault, âgé aujourd'hui de trente ans, a servi — comme le veut l'expression consacrée — en 1955 dans la brigade des parachutistes coloniaux. A partir de cela et d'un certain nombre d'ouvrages de « base », ceux de Bigeard, de J.J. Servan Schreiber, Philippe de Pirey, tous ouvrages sur la guerre d'Algérie, il tente d'expliquer le mythe « para ».

SON livre comporte trois parties : l'explication militaire, l'explication sociologique, l'explication psychologique. Et s'achève sur une superbe envolée lyrique. La jeunesse n'est pas atteinte par le fascisme. « Mais si rien n'était entrepris, si l'espérance n'était pas ranimée, si le chantier n'était pas ouvert, si les forces de vie ne venaient pas disputer sa proie au romantisme de la mort, alors, que la France prenne garde à son immense jeunesse ! Voici vingt ans que nous sommes en 1788. Les Bastilles, pourtant ne manquent pas... ».

La première partie, « un héros spécialisé » confirme ce qu'on savait déjà. Que la valeur militaire des unités parachutistes en tant que telles, unités larguées sur des objectifs fixes est loin d'être aussi absolue qu'on l'a dit. L'abondance des fiascos — opérations crétoises, siciliennes, méditerranéennes, — prouverait même le contraire. Non qu'il ne s'agisse de troupes d'élite. Mais leur action réelle devant une guerre technique avec matériel perfectionné est limitée. Quant aux effets de surprise, ils sont négligeables par rapport aux moyens de détection modernes. Par contre, la légende « para » s'est établie à partir de données incontestables : l'acceptation de toutes les issues possibles d'un combat, même la mort. Donc la certitude pour un commandement de posséder des troupes « qui en veulent », quoi qu'il arrive.

Un point sur lequel Gilles Perrault ne dit presque rien, c'est l'établissement de la légende dorée « para ». Et le rôle qu'y jouent les données psychologiques. Cela est vrai autant pour les « marines » américains. Par exemple l'importance de la tenue, du matériel. L'arrivée des porte-avions U.S. sans même l'intervention militaire pèse souvent d'un poids plus décisif que l'intervention elle-même. En Algérie, la mobilité et « l'outillage » particulier des parachutistes possèdent la même importance.

L'auteur détaille ensuite le rôle des corps d'élite, la relation de ces corps d'élite avec l'armée, leur liturgie, la relation avec la nation. Il me semble qu'il aurait dû ouvrir cette partie du livre par une analyse du rôle de l'armée dans la société bourgeoise à

partir de quoi, peut-être, il serait mieux apparu ce qui me semble capital : plus le pouvoir politique s'affaiblit, plus le recours aux corps spécialisés apparaît nécessaire, la « confiance » de l'Etat en son armée non professionnelle s'affaiblissant proportionnellement. Gilles Perrault use, comme d'un argument décisif, du fait qu'il existe 80 % d'appelés dans les unités parachutistes. A quoi on pourrait lui faire remarquer qu'on entre par « vocation » dans l'armée professionnelle : donc qu'il existe une partie de la jeunesse séduite pour une multitude de raisons par le métier des armes. De la même façon, puisque l'appartenance aux parachutistes confère une « aura » particulière — aventure, virilité, force, etc., plus un bel uniforme, on voit mal pourquoi une partie de la jeunesse ne se laisserait pas prendre à ce miroir aux alouettes.

L'explication psychologique ne m'a guère convaincu. Gilles Perrault y confond évidemment l'apparence et le contenu ; et lorsque, évoquant le national-socialisme, il titre « La jeunesse au pouvoir », il inverse la réalité. Il ramène le fascisme à un « phénomène » psychologique, besoin de propriété-pureté-virilité ». Il oublie ou efface les éléments de sa genèse et sa fonction dans la société capitaliste. Il n'y a pas eu de « jeunesse au pouvoir » en Allemagne : au plus une jeunesse flattée, utilisée. Il n'y a pas plus de parachutistes-force-politique. Leur force c'est la faiblesse du pouvoir. C'est sa décomposition.

« Ce sont les paroles de l'amour et non pas les cris de haine, qui font revenir les enfants prodiges, les enfants perdus. C'est surtout l'espérance d'un foyer chaleureux », conclut Gilles Perrault. Cette terminologie de nourrice-humaniste, l'ancien parachutiste en use avec sincérité. Au risque de le fâcher, je lui dirais que le véritable problème ne se situe pas à ce niveau — celui de la récupération des enfants fourvoyés — Ce ne sont pas les parachutistes qui sont les responsables de la guerre d'Algérie. Ce ne sont pas eux non plus qui la termineront, car, en tant que tels, les parachutistes ne sont rien. Ce n'est pas avec ses troupes d'élite que le F.L.N. a gagné la guerre d'Algérie.

Emile Copfermann

(Aux Editions du Seuil)

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin · ODE 15-04

du 29 novembre au 5 décembre.

CE SOIR OU JAMAIS

FLORIDE

Du 29 novembre au 5 décembre

GRAND' RUE
(Bardem - V.O.)CENDRES ET DIAMANT
(Vajda - V.O.)

LA FINLANDE

ou les difficultés du neutralisme

Les peuples heureux n'ont, dit-on, pas d'histoire et la Finlande se serait sans doute bien passé de fournir la matière aux gros titres de la presse mondiale.

En fait, si ce pays sympathique est assez peu connu, c'est sans doute bien davantage parce que jusqu'ici ses problèmes et ses difficultés ne s'inséraient pas dans le contexte des grandes options qui se posent au monde.

Pour avoir proclamé sa neutralité, la Finlande n'a en effet jamais renoncé à affirmer son indépendance. Pour qui d'ailleurs connaît ce pays et son peuple, ce rappel est superflu, mais il est encore trop de nos concitoyens qui assimilent la Finlande à une démocratie populaire tant est devenue commune chez nous cette notion que seuls les pays alliés idéologiquement avec l'Union Soviétique peuvent entretenir de bons rapports avec elle-ci.

A ce point de ces assertions élémentaires, peut-être n'est-il pas inutile de rappeler que si la Finlande appartient au Groupe des cinq Etats nordiques, il ne faut pas pour autant l'intégrer à la Scandinavie. En fait, les Finlandais ne sont pas des Scandinaves, leur population venue d'Asie est très éloignée du type aryen et leur langue pose aux philologues les mêmes problèmes que le basque et le hongrois.

L'impossibilité de rester à l'écart

BORDANT la côte Est de la Baltique, la Finlande a longtemps constitué une zone d'expansion suédoise. Pendant sept siècles, elle fut sous la domination de la Suède et connut le triste destin d'un champ de bataille traditionnel offert aux nombreuses guerres russo-suédoises.

Bien qu'annexée par la Russie pendant les guerres napoléoniennes, le caractère particulier de la Finlande incita le tsar Alexandre I^{er} à lui accorder le statut de grand Duché autonome. La Finlande conserva donc jusqu'en 1906 son ancienne constitution suédoise et toutes ses anciennes institutions politiques et judiciaires.

Le fait est mal connu, mais il n'est pas sans intérêt d'insister sur la singularité de ce souverain autocrate dans son immense empire, acceptant volontairement de n'être qu'un souverain constitutionnel dans un petit coin de son domaine : les Finlandais avaient leur parlement, la Diète, et leur gouvernement : le Sénat. Le tsar était représenté par un gouverneur général et la Finlande déléguait auprès de l'Empereur un ministre secrétaire d'Etat. La nationalité finlandaise était reconnue, les Russes considérés comme des étrangers et une frontière douanière existait avec la Russie avant même qu'une armée nationale, une monnaie, des timbres-poste et des chemins de fer autonomes, traduisent une indépendance de fait que Lénine lui-même confirma après la Révolution d'octobre.

L'opposition au tsarisme ne se fit pas faute d'exploiter cette situation et l'isba historique d'où Lénine investissait idéologiquement Saint-Petersbourg était toute proche de la frontière finlandaise qui, jusqu'en 1940, fut maintenue à moins de 25 km de Leningrad.

On comprend que, dans ces conditions, ce petit groupe ethnique inséré

entre l'immensité slave et la péninsule scandinave devait, pour se maintenir, affirmer en toute occasion son indépendance et, au besoin, lutter farouchement pour la préserver. Entretenir les meilleurs rapports possibles avec ses voisins fut, de tout temps, pour la Finlande une nécessité.

Il est vrai que cette politique fut grandement facilitée par une situation géographique qui la mettait hors des grands axes de pénétration, à partir du moment où les Scandinaves n'eurent plus d'autre ambition que de promouvoir pacifiquement une expansion économique et sociale remarquable.

La crise de 1958 et ses suites

Les données de la stratégie moderne ont, malheureusement pour les Finlandais, modifié cette situation, surtout depuis que le pôle est devenu le plus court chemin entre les continents et que l'Océan Glacial Arctique constitue une zone d'affrontement possible. C'est sans doute cette constatation qui a amené l'Union soviétique à attaquer la Finlande au printemps 1940.

Cette agression sera-t-elle mise au nombre des erreurs de Staline ? L'avenir le dira. Mais depuis qu'on sait que l'alliance germano-soviétique n'était considérée des deux côtés que comme un répit précédant un conflit inéluctable, on comprend que le geste n'était pas gratuit. Le contre-coup de cette guerre ne tarda pas à survenir lorsque l'Allemagne, les mains libres à l'Ouest, se retourna contre l'Union Soviétique. A ce moment le peuple finlandais lui fournit à la fois un allié héroïque mais difficile à manier et une position stratégique de choix.

Le siège épique de Leningrad, qui ne dura pas moins de 900 jours, ne fut rendu possible que par l'engagement de la Finlande. Celle-ci ne s'était d'ailleurs pas rangée aveuglément aux côtés de l'Allemagne, ses buts de guerre avaient été définis ; les Finlandais entendaient simplement récupérer les provinces qui leur avaient été enlevées à la suite de la guerre d'été de 1940.

Le 7 décembre 1943, en pleine guerre, alors que l'avenir de la Finlande était entouré d'une sombre incertitude, M. Kekkonen, l'actuel président de la République disait :

« ... Il ne peut être de l'intérêt de la Finlande de s'allier à une grande puissance et de constituer à proximité de la frontière russe un avant-poste toujours en état d'alerte, toujours le premier à être frappé par la guerre sans qu'il possédât pour autant une influence politique qui confèrât un poids quelconque à sa parole dans la discussion sur la guerre et la paix. En ce cas, le pays accepterait le rôle d'un partenaire sans voix au chapitre dans une alliance qui lui apporterait des charges démesurées dans l'immédiat, écrasantes à la longue. Chaque fois que des conflits mondiaux, sur lesquels il ne serait pas en son pouvoir d'exercer une influence quelconque, conduiraient à la guerre, le pays se transformerait en champ de bataille. Nous ne pouvons pas construire notre politique étrangère sur des oppositions politiques ou sur un désaccord entre la Russie et ses alliés actuels. Ce serait là une spéculation sur des possibilités très incertaines et, en cas de désaccord prévu, nous verrions, comme aboutissement d'une politique semblable, la Finlande transformée en avant-poste d'un groupe de grandes puissances ennemies de la Russie, avant-poste toujours engagé dans la lutte. Les intérêts nationaux de la Finlande sont, par conséquent, incompatibles avec une politique orientée contre la Russie ou avec la recherche d'une telle politique. »

Cette lucidité étonnante chez un homme engagé dans la guerre explique sans doute l'intérêt que la diplomatie soviétique porte à l'avenir politique de M. Kekkonen.

On sait comment s'effondra l'alliance germano-finlandaise. A l'écrasement final de l'armée finlandaise se superposa la destruction systématique des villes de Finlande par l'armée allemande en retraite. La Finlande n'avait été en guerre que contre l'armée soviétique, la vaillance de ses soldats, le courage de tout un peuple l'avaient sauvée de la guerre inexpiable. Elle se tirait de cette situation difficile par une rectification de frontières avec l'Union Soviétique. Celle-ci absorbait la Carélie, repoussait vers le Nord la frontière qui menaçait Leningrad, annexait la bande côtière de l'Océan Arctique où se trouvaient les riches

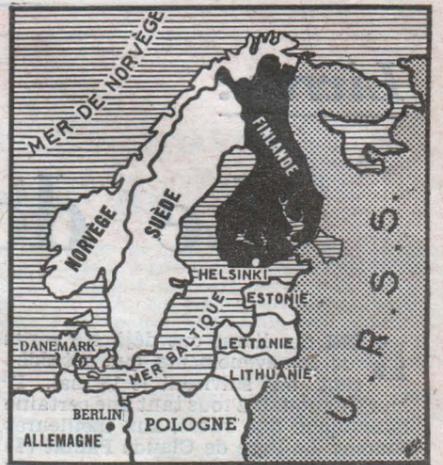
gisements de nickel de Petsamo et enfin se réservait l'utilisation de la base militaire de Porkkala qui, vis-à-vis de Riga, ferme le Golfe de Botnie.

Cette négociation fut menée par le président finlandais Paasikivi, elle fut considérée comme un moindre mal et le peuple finlandais s'occupa à panser ses plaies. Il lui fallut beaucoup de courage car les 400.000 habitants de la Carélie préférèrent, à quelques centaines près, revenir tous en Finlande et il fallut, dans un pays détruit, reclasser plus du 1/10^e de la population... Faisant face à ses obligations, la Finlande tint également à honneur de régler toutes ses dettes de guerre.

DES accords économiques la lient évidemment avec l'Union Soviétique et comme les deux économies sont loin d'être complémentaires, on devine les difficultés qui peuvent en résulter.

En fait, la première crise éclata à la suite des élections finlandaises de 1958. Dans ce pays traditionnellement calme, où les élections n'apportent généralement que des changements infimes, le fait que les sièges communistes passèrent de 43 à 50, représentant ainsi le quart de la représentation parlementaire, constitua une sorte de raz-de-marée. Le groupe communiste à la Diète était ainsi devenu le plus important puisque les Agrariens étaient rétrogradés de 53 à 48 et les Sociaux-démocrates, minés par une scission interne, de 54 à 48, puis à 37 par suite d'un nouveau départ de 11 de leurs élus.

Après un tel scrutin, la formation du Gouvernement n'était pas facile ; l'extrême-gauche et l'extrême-droite (les Conservateurs avaient gagné 5



(A. D. P.)

cérés, se retirèrent sur l'Aventin et M. Kekkonen fit constituer un gouvernement agrarien de minorité qui depuis janvier 1959 est en fonction. Notons que ce gouvernement, considéré comme transitoire, est en passe de battre aujourd'hui le record finlandais de longévité ministérielle...

On pourrait sans doute poser la question de savoir si M. Kekkonen n'aurait pas mieux fait de recourir à une dissolution et de ne pas attendre juillet 1962, date du renouvellement de la Diète, mais les sociaux-démocrates ne sont pas seuls à être affectés par une scission, le parti agrarien connaît lui aussi des difficultés avec la démission d'un de ses anciens ministres qui a constitué un nouveau parti et entend grouper les petits agriculteurs. Avec 50.000 voix aux élections communales d'octobre, ces « petits paysans » ont obtenu le cinquième des voix totalisées par le parti agrarien en 1958...

Une consultation électorale aura cependant lieu constitutionnellement avant le renouvellement de la Diète, puisqu'en janvier prochain doivent être désignés les 300 Grands Electeurs qui, un mois plus tard, éliront le Président de la République.

L'intervention soviétique

M. Kekkonen briguit le renouvellement de son mandat. Les observateurs assurent qu'une conjonction conservateurs-sociaux-démocrates, ces deux partis hostiles à une politique jugée trop docile à l'égard des Soviétiques, aurait pu, sinon faire battre le Président sortant, tout au moins ne lui concéder qu'une victoire à la Pyrrhus. C'est cette hypothèque que l'action diplomatique soviétique vient de lever.

Ce coup de semonce ne peut d'ailleurs pas être isolé de tout le contexte international. Cette nouvelle démonstration du fait que l'indépendance finlandaise ne peut aller jusqu'à s'écarter de la ligne définie dès 1943, ne sera pas sans répercussions sur la politique de l'ensemble des pays nordiques. Parmi ceux-ci, deux sont neutres, la Suède et la Finlande. Mais pour être engagés dans l'Alliance atlantique, le Danemark, la Norvège et l'Islande (le parti communiste islandais ayant obtenu la majorité aux dernières élections) ne constituent pas pour autant des citadelles inébranlables de l'O.T.A.N. L'entrée de ces pays dans le Marché commun où la Grande-Bretagne les entraîne ne va pas sans susciter des oppositions car les perturbations ainsi apportées à l'économie du Danemark et de la Norvège menacent les avantages sociaux acquis. Ce mécontentement s'est traduit aux récentes élections par la poussée du Parti Socialiste du Peuple au Danemark et la perte de la majorité absolue au Parlement norvégien pour le Parti Social-Démocrate. Il semble certain qu'au Danemark et en Norvège l'opinion publique soit en retrait sur les engagements de politique extérieure. De plus, ces deux pays n'ont pas encore pardonné l'agression allemande de 1940. On se rappelle l'accueil que le Danemark réserva à Speidel et le moins qu'on puisse dire est que la récente visite de M. Strauss à Oslo n'a pas suscité l'enthousiasme... Les difficultés apportées à la Finlande y sont donc particulièrement ressenties après la période de détente qui avait vu les rencontres Khrouchtchev-Kekkonen à Leningrad et à Helsinki et la restitution de la base de Porkkala.

Il semble donc que sur l'échiquier de la diplomatie internationale, la récente tension qui a atteint la Finlande ne constitue qu'une action d'appoint.

Il serait néanmoins dangereux de sous-estimer le complexe de crainte très sincère que dix années d'encerclement et le poids d'une guerre d'extermination ont créé dans l'âme russe, par ailleurs marquée par le souvenir de ces grandes invasions qui, à partir de l'Ouest, pendant des siècles ont déferlé sur son territoire.



(Keystone)

M. KEKKONEN

sièges) étaient renforcés au détriment d'un centre encore affaibli par la division du parti social-démocrate (il faut d'ailleurs noter que cette division est bien davantage due à des oppositions personnelles qu'à des différenciations idéologiques).

Le Président de la République charge finalement le leader social-démocrate Fagerholm, président de la Diète, de former un gouvernement avec tous les partis à l'exception des Communistes et des Socialistes dissidents.

Mais si la personne de M. Fagerholm (dont d'ailleurs la fille a épousé le fils de M. Kekkonen, chef du parti agrarien, sans qu'on puisse pour autant évoquer la rivalité des Montaigu et des Capulet), ne constituait pas un défi aux yeux de l'Union Soviétique, il n'en était pas de même de celle de M. Leskinen, l'homme fort du parti social-démocrate, ministre du Travail, fils spirituel du vieux leader socialiste Tanner dont la politique active avait été toujours opposée aux Communistes et par suite à l'Union Soviétique. C'était précisément l'époque où devaient être renouvelés les accords économiques finno-soviétiques. L'ambassadeur soviétique regagna Moscou et fit attendre son retour, et le ralentissement des échanges commerciaux de la Finlande et de l'U.R.S.S. provoqua une véritable asphyxie économique.

A la fin de l'année, le ministre des Affaires étrangères démissionna, bientôt suivi de autres ministres agrariens. L'expérience Fagerholm était terminée. Les sociaux-démocrates, ul-

• Superficie : 337.000 km ² (France 551.000 km ² - Italie 301.000 km ²) dont 9 % constitués par des lacs et 65 % par des forêts.	
• Population : 4 millions et demi d'habitants.	
• Répartition de la main d'œuvre :	
Agriculture et sylviculture	30 %
Industrie	26 %
Construction	12 %
Transports	7 %
Distribution	11 %
Autres services	14 %
• Composition du Parlement (Une seule Chambre) :	
— Démocrates populaires (Communistes)	50
— Agrariens	47
— Sociaux Démocrates	37
— Conservateurs	29
— Parti Suédois	14
— Sociaux démocrates ind.	14
— Libéraux	8
— Petits-Paysans	1